

REVUE DEVELOPPEMENT & CIVILISATIONS

N°453 / Août 2022
Spécial ATEDD
ACTION TERRITORIALE
POUR UN DEVELOPPEMENT
DURABLE AU KIVU

du Réseau International d'Economie Humaine



Par **Dominique LESAFFRE**
Président du RIEH

Chères amies et chers du RIEH,

Nous sommes heureux de reprendre l'envoi des éditions de Développement & Civilisations après de longs mois d'absence, notamment dû au décès de notre rédacteur en chef, le Père Antoine Sondag, mais aussi aux effets de la pandémie de Covid 19, qui continue à sévir dans chaque continent et qui a bien ralenti nos activités.

Nous avons le plaisir de vous présenter un numéro un peu différent des autres. En effet, toute cette publication est consacrée à une expérience particulièrement significative menée par le Réseau International d'Economie Humaine, le RIEH, au Kivu dans la région orientale de la République Démocratique du Congo et des Grands Lacs d'Afrique.

Dans cette région éprouvée par ses conflits et les tensions entre pays voisins qui durent depuis plusieurs décennies, la population n'a pas d'autres choix que de s'organiser par elle-même pour assurer son existence.

Le RIEH a répondu à la proposition émanant d'un dialogue entre les communautés humaines dans deux territoires du Kivu (Kalehe et Masisi) qui ont décidé de prendre en charge leur développement par leur propre initiative et ce, avec de nobles ambitions :

- Renforcer leurs capacités à gérer les risques de catastrophes environnementales et particulièrement de débordement des rivières ;
- Reboiser et restaurer la couverture végétale des collines ;
- Développer et promouvoir des pratiques agricoles biologiques, productives et restauratrices ;
- Mobiliser les communautés de base et les instances territoriales en vue du développement et de l'intégration socio-économique durable, stable et inclusive en dialogue étroit avec les autorités civiles, mais aussi traditionnelles.

Le contenu même de la dynamique engagée a intéressé le Fonds d'Innovation pour le Développement (FID) de la Coopération Française à qui le RIEH exprime toute sa gratitude.

La parole dans ce numéro spécial de D & C est donnée à toutes les parties prenantes ! Je vous en souhaite bonne lecture.

Bien amicalement,

Dominique Lesaffre
Président du RIEH , en août 2022



ACTION TERRITORIALE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE AU KIVU

SOMMAIRE

CONTENTS

1

EDITO

1 par Dominique Lesaffre

SOMMAIRE

2 Table des Matières

2

PRESENTATION GENERALE

3 Le Kivu : une région

4 Les enjeux

5 Le projet

6 Une démarche innovante

3

VOIR

7 L'étude initiale

4

JUGER

8 Diagnostic Participatif avec le P.R.A.
(*Participatory Rural Appraisal*)

9 Diagnostic participatif de Bushushu

5

AGIR

10 Le P.A.C. (*Plan d'Action Communautaire*)

11 Le Plan d'Action Communautaire de Minova

12 Les engagements à participer aux P.A.C.

13 Exemple de proposition d'engagement Kiniezire

6

POINTS DE VUE

Témoignage du Groupe Local RIEH de Minova 14

Témoignage du Groupe Local RIEH de Bweremana 15

Témoignage du Président du Comité de Pilotage Bweremana 16

Témoignage du Comité Local Paix et Développement
de Bweremana 17

Témoignage d'un animateur local ATEDD à Minova 18

7

LES PARTENAIRES

Coopérative Agricole Muungano (CAM) 19

Fondation Matendo (FM) 19

Centre Régional d'Etudes interdisciplinaires Appliqué
au Développement Durable (CEREIAD) 20

Comité d'Appui au Développement Rural Endogène
(CADRE) 20

Le Fonds d'Innovation pour le Développement (FID) 21

8

ATEDD ET L'ECONOMIE HUMAINE

Le Secrétaire exécutif du RIEH 22 - 24

Le Président d'honneur du RIEH 25

Coordination RIEH Amérique Latine 25

Coordination RIEH Asie 26

Coordination RIEH Afrique 26

ATEDD et Vous 27

Carte du Kivu / Ourse 28



LE KIVU

par **Gilbert MASUMBUKO**

Président du Comité de Gestion d'ATEDD

La première guerre du Congo, en octobre 1996 est partie du Sud-Kivu. Les leaders locaux mobilisèrent les jeunes au sein des groupes armés, très souvent sous la bannière « Maï-Maï », pour tenter d'arrêter la progression de l'AFDL, soutenue par le Rwanda. De longues années de déclin de l'État, le rétrécissement de l'économie formelle et l'effondrement du système éducatif sont autant de phénomènes qui facilitent la mobilisation des jeunes, lesquels voient dans l'appartenance à un groupe armé une opportunité et un moyen de favoriser leur mobilité sociale.

En octobre 2020, 64 groupes armés seraient actifs dans la province du Sud Kivu.

Le Kivu montagneux, fait face à plusieurs autres problèmes qui interagissent (sur fond de la pauvreté, de la mauvaise gouvernance, de l'instabilité politique, du manque de routes et d'électricité) dont la baisse de la fertilité des sols occasionnant une baisse de production agricole et de la qualité des produits ; l'augmentation de la population, notamment du fait de l'arrivée des personnes déplacées (du Kivu par cause des conflits récurrents), a une implication directe sur la réduction de l'accès à la terre et l'augmentation de la demande en ressources (eau, nutriments, combustibles...) exacerbant ainsi le défi de la conservation de la biodiversité. Sur ces territoires, les populations autochtones (Pygmées) qui vivent dans les forêts et les populations de pasteurs sont à la fois victimes et causes de la dégradation de la biodiversité.

D'une superficie de 260 000 km² et avec 18 millions d'habitants,

le Kivu constituait une seule et même province à l'Est de la RD Congo jusqu'en 1986, année de son découpage en 3 provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema). Dans cet article, nous parlons principalement du Nord-Kivu et Sud-Kivu.

Le Kivu est une région transfrontalière de la crête Congo-Nil constituée de plaines, de hautes terres montagneuses (Monts Ruwenzori et Mitumba, d'où l'appellation « Kivu montagneux ») ou volcaniques (Nyiragongo, Karisimbi, Visoke, Nyamulagira, etc.) et des dépressions lacustres (lac Kivu, lac Tanganyika, Lac Id Amin), des rivières et des parcs (parcs nationaux de Virunga, de Kahuzi Biega).

Le Kivu fait partie de la région des Grands Lacs. Il occupe une position singulière à la charnière entre l'Afrique centrale francophone et l'East Africa anglophone et swahiliphone, qui regarde vers l'océan indien et le monde arabe.

Le Kivu a un sous-sol très riche (grandes mines d'or, de coltan, de cassitérite, etc.). Le climat et la pluviométrie y sont très propices à l'agriculture (grandes plantations de café exporté aux Etats Unis et en Europe, banane, thé, manioc, haricot, maïs, arachide, huile de palme, canne à sucre) et à l'élevage bovin et caprin. Certains produits du Nord-Kivu sont consommés à Kinshasa. Le commerce est potentiellement très

prospère au Kivu, mais il est entravé par le mauvais état des infrastructures routières à l'intérieur de la RDC.

De ce fait, il s'opère surtout avec les pays voisins.

La population est reconnue pour son dynamisme, son esprit d'entrepreneuriat.

Le Kivu est le berceau du mouvement associatif et coopératif en RD Congo. La société civile du Kivu est réputé très active, engagée, mais divisée, « politisée » (parfois « inféodée », instrumentalisée).

Le Nord-Kivu est la principale zone impactée par la guerre en RD Congo. Le « Petit-Nord » (Walikale, Masisi et Rutshuru), constitue l'épicentre des guerres du Congo, obstacle à la stabilité de la RD Congo. C'est aussi la partie du Kivu qui a accueilli des milliers de réfugiés rwandais en 1994. Son chef-lieu, Goma, a été la capitale de rebellions (RCA, CNDP, M23) avec 46 groupes armés et milices.

Depuis le 6 mai 2021, l'état de siège a été instauré dans la province du Nord-Kivu.

Au Sud-Kivu, les troubles des années 1960 ont entraîné un durcissement des frontières ethniques qui sont devenus un point de référence clé pour la mobilisation politique. La rébellion Simba de 1964-67, qui a tiré parti de l'opposition politique à Kinshasa et aux autorités coutumières des territoires de Fizi et d'Uvira, a eu un impact extrêmement néfaste sur la coexistence des groupes ethniques dans la province.



LES ENJEUX

par Dieudonné BAHATI SHAMAMB

Prof Dieudonné est Directeur a.i. du CEREIAD Centre Régional d'Études Interdisciplinaires Appliquées au Développement Durable. Universitaire il est enseignant /chercheur à l'Institut Supérieur Catholique de Bukavu.

La zone montagneuse de l'Est de la République Démocratique du Congo, particulièrement le Kivu, qui a l'agriculture comme principale source de revenu, fait face à un grand niveau de dégradation de terres contribuant ainsi à une hausse de la pauvreté et de la malnutrition au sein des communautés. Cette situation a pour causes : l'exploitation abusive du bois (le déboisement), les catastrophes naturelles (les inondations) et beaucoup plus encore les érosions du sol liées aux pratiques culturelles non appropriées.

Ces dernières années, la population et les autorités locales ont été particulièrement touchées par les crues des rivières, qui charrient arbres et rochers, emportant des portions de champs, détruisant des maisons et même causant des morts. Dernièrement encore à Bushushu vers 21h00 dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 avril 2022, la rivière KISHOVA a débordé de son lit causant d'énormes pertes humaines, 4 morts, 7 personnes disparues, 6 personnes blessées. Plus de 300 maisons ont été touchées dont 18 complètement détruites ou emportées. 350 ménages sont restés sans abri. Des dizaines de champs ont été ravagés.

La région du Kivu montagneux se caractérisant par un relief accidenté, présente comme principale source de dégradation du sol et de l'environnement, une érosion hydrique d'une sévérité très élevée.

Le déboisement, en supprimant le

couvert forestier modifie les conditions hydrologiques et le risque d'érosion des sols et de mouvements de masse, atteint un niveau critique.



La rivière Kishova, en crue a débordé de son lit générant un glissement de terrain et emportant tout sur son passage.

Les pratiques agricoles inadaptées et une forte explosion démographique, qui dépasse par endroits les 500 habitants au km² et impose une occupation quasi permanente des terres, aggravent ce phénomène d'érosion déjà aigüe.

Une étude menée par Heri-Kazi et Biolders (2020) a montré que la majorité des parcelles agricoles (88 % en moyenne) sont exploitées depuis plus de 50 ans en culture continue sans jachère étant donné la forte densité de la population. Il ressort de cette étude que le niveau de dégradation de sols va de pair avec le niveau de la pauvreté, les exploitations très pauvres se caractérisant par des

états de dégradation significativement plus sévères.

Si cette situation de dégradation de sols persiste, il y a lieu de craindre que ses conséquences seront de plus en plus graves pour les communautés, leur économie et pour l'environnement.

Pour pallier à ces problèmes, les solutions sont principalement des projets de reboisement et de restauration de couvert végétal. Ceci a particulièrement comme avantage d'empêcher l'effet de battance de la pluie et de ce fait réduit l'impact de l'érosion, accroît l'infiltration et réduit le ruissellement.

En effet, les sols forestiers ont souvent une structure relativement poreuse qui facilite la recharge des nappes.

Malheureusement les actions de reboisement conduites dans le passé n'ont pas été suivies de travaux d'entretien et il n'y en a plus trace aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que le projet ATEDD, Action Territoriale pour le Développement Durable du Kivu, a vu le jour avec pour but d'accompagner les paysans dans la réduction de ces problèmes de dégradations de terres dans deux territoires principalement : Kalehe (Sud Kivu) et Masisi (Nord Kivu).

Pour ce faire, le projet a commencé principalement par l'installation des pépinières des caféiers et des espèces agro-forestières sur deux axes dont Kiniezire-Bushushu et Bweremana-Minova pour renforcer la couverture du sol, la lutte antiérosive, la prévention des problèmes d'inondation des rivières, et la consolidation des moyens de subsistance des communautés.

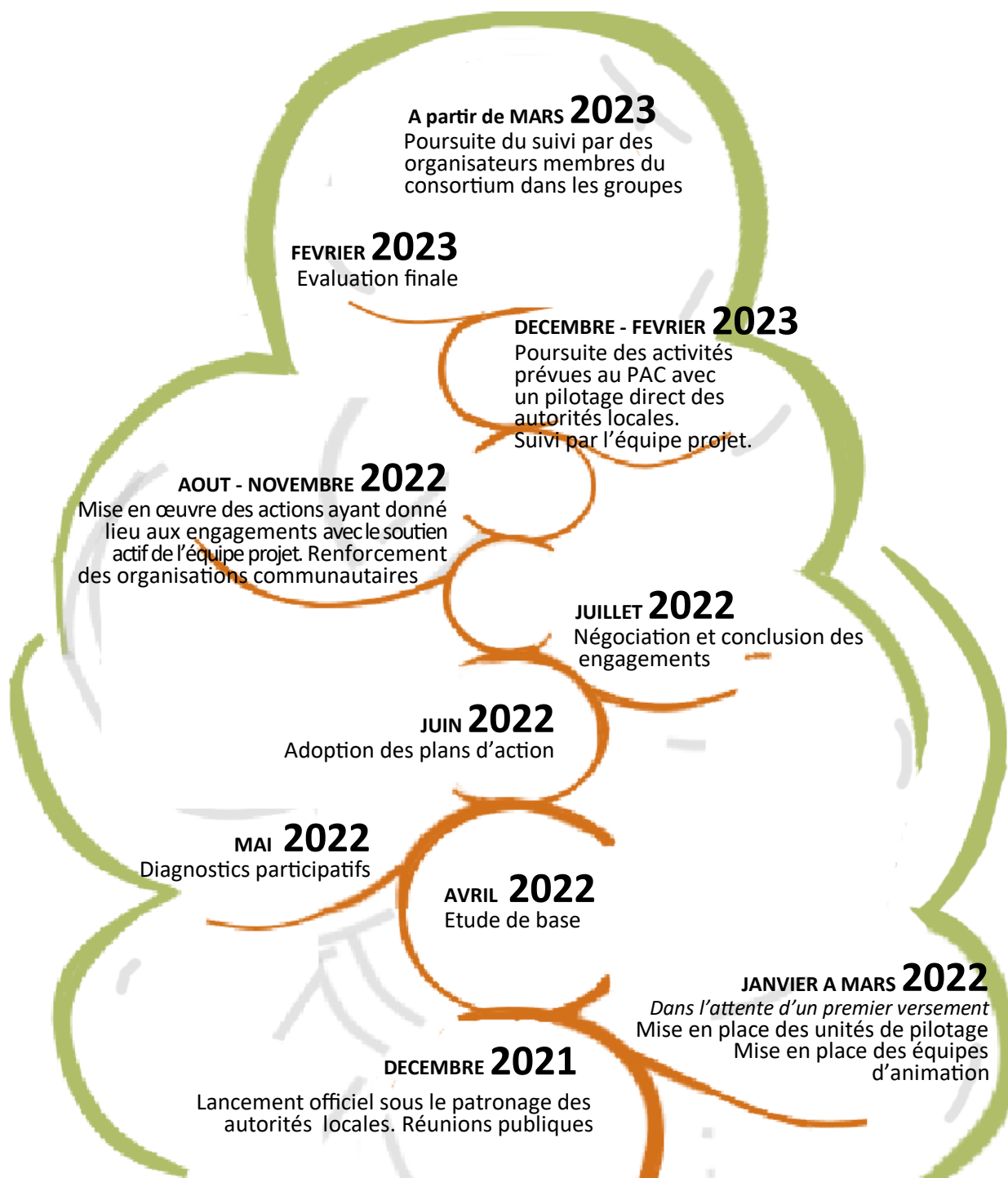
Des travaux complémentaires de curage et d'élargissement des lits des rivières, la construction des bassins de retenue, avec une forte mobilisation des communautés, permettront au projet ATEDD d'atteindre ses objectifs.

LE PROJET

ATEDD PHASE 2 : PRÉPARATION DU PASSAGE À L'ÉCHELLE

RESULTATS A L'ISSUE DE LA PHASE PILOTE

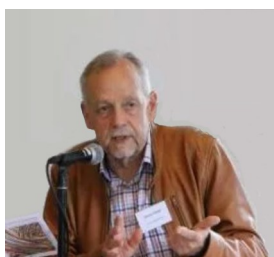
Les communautés sont organisées pour poursuivre et améliorer en permanence les PAC.
Les travaux sont engagés et se poursuivent.
Des ressources externes sont identifiées et prêtes à s'engager avec les communautés.



OBJECTIF GENERAL

Les communautés sont organisées pour agir durablement face aux trois enjeux :
Maîtriser le cours des rivières ; Restaurer la couverture végétale et forestière ;
Développer une agriculture restauratrice et rémunératrice.

ATEDD PHASE 1 PILOTE SUR 4 LOCALITÉS : MINOVA, BWEREMANA, KINIEZIRE, BUSHUSHU



UNE DÉMARCHE INNOVANTE

par Michel TISSIER

Secrétaire exécutif du RIEH.

Face aux problèmes que rencontre la région du Kivu montagneux, on peut penser que la réponse est d'abord une question de moyens. Il y a des solutions techniques pour aménager les bassins versants et les lits des rivières, pour reboiser les collines, pour développer des pratiques agroécologiques qui restaurent la fertilité des sols. Solutions techniques aussi pour mettre en place des systèmes de chauffage et de construction des maisons qui mettent fin à la surexploitation des arbres. Il suffirait d'importer ces techniques, par l'ingénierie et la formation et d'apporter les moyens financiers nécessaires. Et comme les politiques publiques au niveau provincial et national sont notoirement défailtantes, l'aide internationale doit intervenir. Le projet ATEDD propose une approche très différente.

Certes, les résultats attendus sont que le cours des rivières soit maîtrisé, que des arbres soient replantés, des dispositifs antiérosifs installés, des méthodes agroécologiques pratiquées. Mais pour cela, il faut en priorité renforcer la capacité des populations avec les autorités locales et les organisations communautaires à agir elles-mêmes pour ces solutions. C'est ainsi, dans la démarche mis en œuvre, que se situe l'innovation demandée par le FID, qui finance le projet. Certes, il y a bien longtemps que la démarche participative, endogène, est promue dans les manuels et dans les textes d'orientation des politiques de développement. Longtemps que Gandhi a employé la célèbre formule :

« Tout ce qui se fait pour moi, sans moi, se fait contre moi ».

Mais d'abord il faut noter que dans les faits cette démarche est rarement appliquée. Et surtout, les processus d'élaboration, de décision, d'exécution et de suivi des actions de développement répondent à une logique entièrement descendante et ces actions sont mises en œuvre dans le cadre de projets temporaires, confiés à des organisations spécialisées. Ainsi dans la région d'intervention d'ATEDD se sont succédé depuis des années des projets qui ont enrôlé pendant un temps les populations, ont obtenu des résultats mesurés dans les rapports d'exécution mais dont l'impact à moyen et long terme est quasi nul. L'ambition, certains diront la prétention, d'ATEDD est de ne pas être un nouveau projet qui s'ajoute à la liste. D'être une action territoriale menée durablement par les acteurs locaux et non pas un projet mené par une organisation de passage sur le territoire.

Pourquoi et comment ?

La participation est nécessaire d'abord parce que l'entretien des rivières, le reboisement, la modification des pratiques agricoles nécessitent une action régulière de la population locale et des changements de comportements. C'est d'ailleurs le cas pour tous les problèmes environnementaux qui se posent partout dans le monde. Ensuite parce que la principale ressource pour mener les travaux nécessaires est le travail volontaire de la population. Elle doit d'abord compter sur ses propres forces.

Enfin parce que c'est un gage de durabilité, pour sortir de la dépendance à des aides extérieures intermittentes et aléatoires. On pourrait ajouter que la capacité à prendre en charge son propre destin aux niveaux personnel et collectif (une traduction possible de empowerment) est centrale dans la vision de l'économie humaine.

Le comment est présenté dans d'autres articles de cette revue : diagnostic participatif, plan d'action communautaire, engagements, implication des autorités locales. Valorisation des savoir faire locaux, des connaissances et de l'expérience des acteurs locaux. Avec une importance donnée aux liaisons entre les établissements d'enseignement et de recherche et les actions collectives. Recherche de solutions de financement durables. A cet égard sont privilégiées toutes les activités qui génèrent un revenu pour leurs opérateurs, le recours aux dispositifs d'épargne et de crédit locaux, la mise en place de mutuelles, la prise en charge par les budgets des autorités locales. ATEDD consacre aussi une part significative de ses moyens à financer la fonction d'animation du développement local par la mobilisation communautaire et cherche aussi à ce que cette fonction soit durablement prise en charge.

Et peut-être le plus important : promouvoir auprès des personnes, des organisations communautaires, des leaders la vision qui fait des rivières, des arbres, de la terre des biens communs dont chacun doit prendre soin. Proposer à toutes les personnes, y compris les plus vulnérables, non seulement d'accéder aux biens communs, mais d'être responsables de leur entretien et de leur transmission aux générations futures.

Car l'action territoriale n'est possible que si elle est inspirée par cette vision commune et donne lieu à l'engagement de chaque personne et de toutes les personnes. Inspirée donc par l'économie humaine.



L'ÉTUDE INITIALE

Par **Luc CIMUSA KULIMUSHI**

Luc, 30 ans, est expert en études environnementales et chercheur au centre CEREIAD-UCB. Dans le cadre du projet ATEDD, il joue le rôle de référent environnemental. Il a une passion pour la recherche scientifique, notamment sur la dégradation des terres, la gestion des risques de catastrophes, l'aménagement des bassins versants, l'hydrologie et le changement climatique.

Comme il se doit dans tout projet de développement, une étude initiale a été prévue pour le projet ATEDD. Le but était d'analyser la situation de base avant la mise en œuvre des actions, par rapport à laquelle des améliorations ou des comparaisons pourraient être évaluées. Cette étude a donc produit un outil permettant de déterminer l'impact du projet et sa contribution au développement durable dans les villages cibles (Bushushu, Bweremana, Kiniezire et Minova).

MÉTHODOLOGIE

En vue d'atteindre les objectifs assignés à l'étude, une enquête par questionnaire a été réalisée.

Celle-ci a permis de collecter des données quantitatives. Le questionnaire, structuré autour d'indicateurs préalablement définis par le projet, a été administré aux chefs de ménage.

Compte tenu de l'indisponibilité de statistiques actualisées sur le nombre de personnes dans la zone, une taille d'échantillon fixe a été proposée. Ainsi, 400 ménages ont été inclus dans l'étude, avec 100 ménages par village sélectionnés de manière aléatoire tout en tenant compte de leur répartition géographique (sous-villages).

RÉSULTATS

La majorité des répondants étaient des hommes (63%) plus que des femmes, pour la plupart mariés,

dans une tranche d'âge de 25 à 39 ans, natifs de leurs villages respectifs (environ 30% de déplacés), et dont la majorité n'a fréquenté que l'école primaire.

L'agriculture est la principale source de revenus, avec un revenu mensuel moyen de 60\$ US et cogéré par les deux conjoints.

Les ménages ont une taille moyenne de 8 personnes, dont 5 sont des enfants de moins de 16 ans.

Les résultats indiquent que les catastrophes les plus fréquentes sont les crues (31,8%), les glissements de terrain (30,08%) et l'agriculture sur de terrains accidentés (19,3%). La majorité rend l'homme lui-même responsable. Près de 50% déclarent qu'ils n'ont pas la capacité de faire face à ce risque. Par conséquent, l'abandon de lieu est la principale alternative (31,02%) parmi les autres moyens de résilience. Près de 97% déclarent qu'il n'y a pas de système d'alerte précoce. Par conséquent, les informations sur les catastrophes sont diffusées après l'évènement, parfois par le biais de rumeur au sein de la communauté, comme le déclarent 87% des ménages.

En outre, 86% affirment qu'il y a diminution de la superficie des arbres à raison de la dépendance aux ressources forestières et du manque d'alternatives. D'ailleurs, tous utilisent du charbon de bois pour la cuisson. Près de 75% disent n'avoir jamais participé à une campagne de reboisement communautaire.

Dans ces villages, près de 43% des ménages enquêtés louent des terres, dont la taille moyenne est de 0,7 ha. Il faut noter qu'environ 63% exploitent moins de 0,5 ha de terre.

Les principales cultures sont le manioc, le haricot, le café et le maïs. Compte tenu du relief, l'agriculture de colline est beaucoup plus courante. Environ 71% ont indiqué qu'ils n'ont jamais reçu de vulgarisation sur les bonnes pratiques agricoles. Ainsi, le manque de vulgarisation des bonnes pratiques (17,71%), ajouté à la baisse de la fertilité (17,1%), et l'érosion (16,8%) sont les principaux défis pour l'agriculture.

Par conséquent, ces défis, entraînent l'insécurité alimentaire, puisque 92% ont déclaré que leurs revenus ne leur permettent pas de manger trois fois par jour.

Une minorité, 18,7% a déclaré avoir entendu des sensibilisations sur les rivières, la lutte antiérosive, La reforestation et l'environnement. Ces sujets sont importants selon 95% des répondants. Les réunions communautaires sont rarement organisées, et pour la plupart, les sujets abordés concernent la résolution pacifique de conflits (34,8%) et le développement (30,8%).

Par ailleurs, 75% de ménages enquêtés affirment que les recommandations faites lors de ces réunions ne sont pas prises en compte. Environ 54% sont membres d'au moins une association, et soulèvent l'absence d'assistance ou de soutien.

Près de 67% disent qu'il n'y a pas de plan local de développement dans leurs milieux. Ceux qui disent qu'il y en a un, ne savent pas ce qu'il contient. La plupart d'entre eux souhaiteraient que les secteurs prioritaires du village soient inclus dans ce plan. Les conflits fonciers sont les plus courants dans tous les villages, comme l'indiquent près de 70% de personnes interrogées.



DIAGNOSTIC PARTICIPATIF AVEC LE P.R.A.

Par **John NTALEMWA NYTHA N'YGANDA**

Dit Big John est consultant indépendant avec expérience, expertise, et intérêt en Développement Organisationnel, la Facilitation de processus organisationnels, Evaluation Rurale Participative, Evaluation et Recherche participative, Gestion des Ressources Humaines, et Gouvernance des organisations. John a travaillé avec diverses organisations internationales : Initiatives Inc. ; IntraHealth/CapacityPlus, DAI/FFPM, OXFAM GB, Global Rights, UNHCR, Le Corps de la Paix des Etat Unis d'Amérique.

présentés sous une forme visuelle simple. Cette forme de présentation fait souvent appel aux illustrations, images et diagrammes qui permettent une communication rapide et compréhensive, et des débats et discussions vives au sein de la communauté.

Une des activités les plus représentatives du P.R.A. est le **Transect**, ou Parcours d'observation.

Un transect est une coupure transversale droite ou oblique à travers une communauté. Il sert à capter la plus grande diversité des réalités physiques. Il aide l'équipe à organiser et à affiner les données spatiales récoltées à travers une observation directe.

Le transect résume les conditions locales, les ressources, les problèmes de la communauté ainsi que les opportunités.

Le but de cet exercice est de permettre à l'équipe P.R.A. d'amener la population locale à libérer ses aptitudes et ses potentialités en vue d'acquérir une certaine autonomie dans la résolution de ses problèmes. Un bon transect situe la population dans son espace de vie physique afin de voir comment y agir après avoir localisé les problèmes et les ressources nécessaires et appropriées à chaque problème.

Pendant la promenade d'observation à travers le site, quelle que soit l'information que l'équipe est en train de récolter, elle doit réunir l'information sur les conditions du terrain, les nombres divers (personnes affectées par le débordement de la rivière, etc.), la distance physique entre les uns et les autres, la distance que la population doit parcourir pour atteindre un ressources, la distance entre les agglomérations, les frontières avec les provinces voisines, les groupements et villages limitrophes, les repères des sites réputés à problème, etc.

Le diagnostic participatif avec le P.R.A. est une approche du développement fondée sur les droits. Elle reconnaît que la communauté a le droit de déterminer sa propre voie de développement et de définir sa propre destinée.

Le P.R.A. (*Participatory Rural Appraisal*, selon le terme anglais consacré, *Evaluation Rurale Participative* en français) est un processus systématique et semi-structuré de collecte, d'analyse et de planification de projets de développement sur base de données collectées par une équipe multidisciplinaire.

Le processus est conçu de manière à permettre de découvrir les réalités d'une communauté.

L'information collectée permet à la population et à l'équipe impliquée d'apprendre de la communauté. Le processus de collecte de données est socialement acceptable, économiquement viable et écologiquement sain, et il contribue aux décisions qui conduisent au développement soutenu par la communauté.

L'approche P.R.A. donne aux communautés la responsabilité de prendre des décisions lors de la planification et de la mise en œuvre de leurs propres programmes de développement. Il s'agit d'une rupture majeure avec les méthodes traditionnelles, qui s'appuient sur des experts étrangers peu familiarisés avec les conditions locales.

Le P.R.A. est un mélange de plusieurs approches participatives empruntées à diverses orientations épistémologiques qui favorisent la réflexion critique, la planification, l'apprentissage continu et l'action. Parmi celles-ci figurent les théories de la conscientisation qui ont été largement avancées par Paulo Freire (1970) et d'autres traditions de recherche-action latino-américaines liées à la théologie de la libération (Gutierrez, 1978) et à l'apprentissage par l'expérience.

L'approche P.R.A. emprunte également à la méthode psychosociale développée dans les années 1970 au Kenya par la Development Educational and Leadership Team in Action (DELTA). La méthode DELTA a été largement appliquée dans les programmes d'éducation des adultes (Hope et Timmel, 1990). Cette approche prône *le dialogue et l'écoute*, où l'enseignant devient un facilitateur plutôt qu'un expert « *je-sais-tout* ». Le P.R.A. s'applique aux communautés pastorales (Ford et al. 1994) et aux zones urbaines (Lelo, Muhia et Ayieko, 1996).

En tant que résultat final, un exercice P.R.A. élabore un plan de développement connu sous le nom de **plan d'action de développement (D.A.P.)** ou **plan d'action communautaire (P.A.C.)**, qui aide à guider la communauté dans la mise en œuvre des différents programmes.

La marque de fabrique de P.R.A. réside dans ses techniques visuelles, qui permettent aux personnes peu alphabétisées et analphabètes de communiquer pleinement et d'explorer des opportunités basées sur des perspectives variées.

Loin de chercher à répondre à la rigueur scientifique des méthodes quantitatives, le but est **d'encourager la communauté à jeter un regard systématique et critique sur ses problèmes**. Aux problèmes identifiés, la population fera correspondre les ressources aux solutions qu'elle estime appropriées et pour lesquelles elle peut apporter une contribution substantielle pour le développement de son milieu.

Les résultats de la recherche sont

DIAGNOSTIC PARTICIPATIF DE BUSHUSHU

Causes		Conséquences
<p>Abattage exagéré des arbres</p> <p>Terre sablonneuse très légère et facilement exposé aux éboulements et aux glissements</p> <p>Dérèglement climatique</p> <p>Encombrement du lit des rivières</p> <p>Creusage des fossés profonds et longs dans des pâturages des hauts plateaux.</p> <p>Elles collectionnent les eaux de pluies en grandes quantités pour les déverser dans les rivières.</p> <p>Les collines sont nues</p>	<p>Débordement des rivières</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Destruction des maisons et perte des biens de valeur ▪ Destruction des champs ▪ Le bétail emporté ▪ Déplacement des populations ▪ Mort d'hommes ▪ Régression sur le plan de Développement ▪ Maladies d'origine hydrique et paludisme ▪ Descente des grosses pierres et des quantités considérables des terres dues aux rivières.
<p>Recherche de bois de chauffage</p> <p>Production de la braise à vendre</p> <p>Recherche des planches, chevrons et madriers</p> <p>Recherche des champs à cultiver Pour la mise en place des pâturages Ignorance et non respect de la réglementation relative à l'abattage des arbres.</p> <p>Fours qui gaspillent beaucoup de bois ou braise</p> <p>Obtention trop facile de la taxe d'abattage</p> <p>Commerce des arbres</p> <p>Feu de brousse</p> <p>Pauvreté</p>	<p>Déboisement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perturbation climatique et du calendrier agricole ▪ Erosion ▪ Eboulements ▪ Destruction des champs ▪ Diminution du bétail ▪ Pénurie de combustible pour la cuisine ▪ Augmentation de prix des planches, du bois et de la braise ▪ Pauvreté accentuée
<p>Insuffisance de couverture du sol (Arbres, paille, haies)</p> <p>Constructions anarchiques</p> <p>Ignorance des techniques agricoles de luttés contre l'érosion.</p>	<p>Les érosions</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diminution de la fertilité du sol et de la production ▪ Famine et malnutrition ▪ Maladies d'origine hydrique et paludisme ▪ Pauvreté
<p>Non respect des techniques agricoles</p> <p>Insuffisance d'espaces cultivables</p> <p>Croissance démographique</p> <p>Changement climatique</p> <p>Occupation de grandes étendues par les grands concessionnaires et éleveurs.</p> <p>Prolifération des maladies ravageurs des plantes.</p> <p>Mauvaise sélection des semences.</p> <p>Infertilité du sol</p> <p>Vol et divagation des bêtes.</p> <p>Feu de brousse.</p> <p>Les catastrophes naturelles.</p> <p>Mauvais état des routes de desserte agricole</p>	<p>Agriculture non restauratrice et non rémunératrice</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La faim ▪ Faible production ▪ Malnutrition ▪ Maladies ▪ Revenus insuffisant pour les dépenses de scolarité et la santé ▪ Exode rural ▪ Vol ▪ Diminution de la capacité intellectuelle chez les enfants, manque de courage pour l'instruction ▪ Pauvreté

Transmis par **Jean-Pierre MUSHAMUKA**, superviseur d'ATEDD pour Kinieziere et Bushushu.



LE PLAN D'ACTION COMMUNAUTAIRE (PAC)

Par Jean-Louis MBUSA

Jean-Louis est expert en gouvernance Participative à Goma-Nord KIVU / RDC. Il est le chef de projet d'ATEDD.

Le Plan d'action communautaire (PAC) met directement à profit les résultats du diagnostic participatif qui permet d'analyser les problèmes et les manières dont les communautés peuvent envisager les solutions locales et durables.

La préparation d'un plan d'action communautaire aide les membres de la communauté à s'investir de façon réaliste et concrète dans la planification de leur propre développement.

En amenant toute la communauté à une réflexion sur les ressources et sur l'implication possible de chacun, chacun prendra conscience de ses capacités et des ressources déjà disponibles.

On commence donc par faire la liste des solutions possibles face aux problèmes identifiés par le diagnostic pour se concentrer sur les ressources nécessaires à leur mise en œuvre, sur les groupes (locaux et extérieurs) devant être impliqués et le moment où les activités pourraient démarrer. Les plans d'action communautaire initiés par les habitants des villages de Bweremana, Minova, Kiniezire et Bushushu, dans les provinces du Nord et du Sud Kivu sont basés sur les problèmes prioritaires relevés lors de diagnostic participatif autour des problèmes de déboisements, d'érosions du sol, de rivières qui débordent et qui provoquent des dégâts humains et matériels, des pratiques agricoles non restauratrices et non rémunératrices. Selon les témoignages de certains habitants des zones d'intervention du projet ATEDD, les PAC issus

de diagnostic participatif apparaissent pour eux comme un outil d'éveil de conscience sur les problèmes réels des communautés sur lesquels le gouvernement ne fait pas trop attention par rapport à d'autres problèmes comme la lutte contre les groupes armés sur lesquels il est davantage concentré.

Après présentation des PAC plusieurs structures communautaires et mouvements associatifs ont manifesté leurs intérêts de s'engager sur les actions des PAC.

ETAPES DE L'APPROCHE PAC

1. / Une réunion de la communauté est convoquée, autant que possible par les autorités coutumières. Les personnes invitées ont été choisies avec les services de la chefferie comme étant des leaders communautaires. La réunion peut se tenir le jour-même de la présentation de la grille d'analyse des problèmes.

Aussi bien les femmes que les hommes y prennent part ainsi que toutes les catégories socio-économiques et les représentants des confessions religieuses. Les experts techniques des organismes étatiques et non étatiques (nationaux et internationaux) participent aussi à cette réunion.

2. / On a préparé à l'avance sur papier les tableaux vierges du plan d'action communautaire.

Chaque tableau concerne un problème prioritaire et comporte plusieurs colonnes : dans la première figurent les activités (à partir des solutions possibles relevées dans la grille d'analyse des problèmes).

Les membres de la communauté et les experts techniques sont invités à discuter des ressources nécessaires pour mettre en œuvre chaque activité.

3. / Dans la deuxième colonne sont alors inscrites les ressources jugées nécessaires, sans oublier les terres, l'eau, la main-d'œuvre, les intrants, la formation. On demande aux participants quelles sont les ressources déjà disponibles dans la communauté et quelles ressources devront venir de l'extérieur.

4. / La troisième colonne est consacrée aux groupes qui seront impliqués dans la mise en œuvre de chaque activité. A ce stade, il est pertinent de consulter les profils institutionnels préparés pendant l'analyse institutionnelle faite lors du diagnostic participatif pour voir les opportunités locales et extérieures qui pourront être saisies pour apporter leur assistance. Pour le cas de notre projet, les opportunités extérieures fréquemment citées ont été WWF, FAO et GORILLA ORGANISATION.

5. / Dans la quatrième colonne, on indique la périodicité à laquelle on estime que chaque activité de développement pourra débuter. Les calendriers saisonniers sont utiles pour tenir compte des fluctuations saisonnières en termes de climat et de charge de travail.

6. / En dernier lieu ce sont des engagements communautaires qui sont faits par les membres de communautés individuellement et/ou collectivement qui sont validées par l'autorité locale qui, de manière concertée avec les acteurs de mise en œuvre, se mettent d'accord sur le forum de suivi et d'évaluation du PAC.

EN CONCLUSION




L'approche PAC promeut les principes de la bonne gouvernance qui sont la participation, la responsabilité et la transparence. Sa mise en application éveille non seulement la conscience des habitants mais aussi est un canal de renforcement des capacités sur les bonnes pratiques de gouvernance locale des ressources naturelles.

LE P.A.C. UN EXEMPLE



PLAN D'ACTION COMMUNAUTAIRE DE MINOVA (Territoire de Kalehe)

Période du projet : Décembre 2021 - Décembre 2022

			
Objectifs	Maîtriser les rivières, Eviter les glissements de terrain	Lutter contre l'érosion Reboiser	Développer une Agriculture rémunératrice et restauratrice
Planifier	Plan d'aménagement des rivières suivant des études techniques	Plan de reboisement suivant des études techniques	Plan d'amélioration des pratiques agricoles
Sensibiliser	Les bons comportements pour être amis des rivières	Les bons comportements pour être amis des arbres	Les bons comportements pour être amis du sol et des plantes
Former	Techniques d'aménagement des rivières	Techniques de reboisement Dispositifs anti érosifs	Techniques agro écologiques
Mener des travaux	Curage des rivières Reboisement des rives Aménagement des cours d'eau Murs de soutènement	Reboisement Production de briquettes charbon vert Construction de fours améliorés	Association de cultures Semences améliorées Engrais naturels Protection par les plantes
Par des organisations communau- taires	Associations de riverains - Agronomes organisés - Organisations paysannes - Concessionnaires organisés - Pépiniéristes organisés - AVEC - Les confessions religieuses - Les écoles - Les associations de femmes - Les groupes de jeunes - Les organisations de la société civile - Les radios locales - Les chanteurs - Le Groupe local RIEH -		
Sous la direction de	Le Groupement et le Comité local de développement		
Avec l'appui de	ATEDD, Services de l'agriculture, de l'environnement, du développement rural, du cadastre, CARG, ONG internationales (WWF, Caritas), agence des Nations unies (FAO, PAM)		



LES ENGAGEMENTS A PARTICIPER AUX P.A.C.

Par **Jean-Louis MBUSA**

Jean-Louis est expert en gouvernance Participative à Goma-Nord KIVU / RDC. Il est le chef de projet d'ATEDD.

L'un des objectifs de l'initiative ATEDD est que les populations s'engagent à participer aux activités des plans d'actions communautaires des villages d'intervention du projet pilote de Bweremana, Minova, Kiniezire et Bushushu.

Chaque engagement est reconnu et valide par :

- l'autorité locale (chef de chefferie ou son représentant) qui prend acte ;
- le comité de développement et/ou le comité de pilotage du projet ATEDD ;
- le consortium ATEDD qui le reconnaît et qui prend l'engagement d'appui selon ses possibilités.
- Aussi souvent que possible. Une autre structure ou personne ressource qui s'engage à collaborer ou à appuyer selon ses possibilités.

Fin juillet, 95 structures locales se sont déjà manifestées pour prendre en charge des actions dans les quatre localités. Cela montre qu'il y a une forte adhésion à la démarche. Face aux problèmes dont elle a bien conscience la population ne veut pas rester les bras croisés et elle saisit l'occasion d'agir. Cela montre aussi qu'il y a une grande vitalité associative dans la région. Il y a là deux atouts pour la réussite de la démarche participative promue par ATEDD.

Parmi les structures qui ont répondu à l'appel, il faut noter :

- Les organisations paysannes
- Des organisations de développement
- Les associations de femmes
- Les associations de jeunes

- Des associations de personnes souffrant d'un handicap ou albinos
- Les confessions religieuses
- Les écoles
- Les établissements d'enseignement agricole.

Il y a aussi des groupes de volontaires qui se forment spécifiquement pour agir sur les problèmes auxquels ATEDD cherche à répondre : l'entretien des rivières et le reboisement.

L'équipe projet avec le comité de pilotage a organisé une réunion à Bweremana et Minova avec toutes les organisations volontaires pour définir des critères pour valider les engagements.

Il en ressort les critères suivants :

- (1). La durabilité. Pour l'entretien des rivières, ce ne sont pas seulement des actions ponctuelles de nettoyage, mais des opérations régulières d'entretien. Pour le reboisement, il ne s'agit pas seulement de planter mais d'entretenir les plantations,
- (2). l'implication des populations,
- (3). avoir les bons témoignages au sein de populations,
- (4). avoir demandé de l'appui seulement en outils ou matériels ou en formation, sans mettre l'accent sur les primes, salaires, « motivations »,
- (5). avoir des activités sectorielles en cours de réalisation dans le village.

Autres suggestions données par les organisations engagées et les comités de pilotage :

- Que les engagements soient regroupés par domaine pour éviter

les risques de duplication.

- Que la sélection soit faite en collaboration avec les membres de comité de pilotage, les autorités locales qui connaissent bien les structures engagées ainsi que leurs zones et domaines d'intervention.
- Que les listes des candidats engagés soient affichées dans tous les villages d'intervention pour que les communautés identifient les structures ou les individus qui vont devoir les accompagner dans la mise en œuvre des différentes actions.
- Comme la saison presse, que les structures qui semblent être en ordre avec l'approche ATEDD, soient déjà appuyées par ATEDD, selon les critères convenus.

Si une structure s'engage par exemple pour le curage de la rivière, elle doit d'abord être capable de réunir tous les riverains de la rivière, les autorités locales afin d'informer et d'expliquer les manières dont les actions vont durablement se dérouler.

Pour le reboisement sont recherchés des accords entre les pépiniéristes et les organisations qui prennent en charge le reboisement.

Il y a ainsi des négociations à propos des engagements qui permettent peu à peu de ne pas seulement juxtaposer des actions, mais mettre en place des actions concertées.

C'est le cas par exemple pour les actions de sensibilisation. Il faut ensemble élaborer les messages, coordonner les interventions pour toucher toute la population, notamment celle qui vit éloignée du centre des villages.

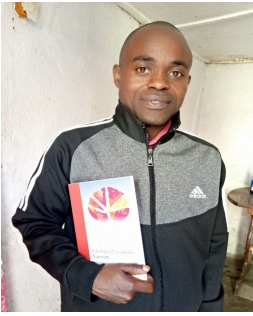
L'équipe projet, avec l'appui des autorités locales, incite aussi certains groupes à s'organiser pour prendre ensemble des engagements : les pépiniéristes ; les agronomes ou techniciens agricoles ; les concessionnaires propriétaires de terres qu'ils louent à des exploitants ; les métayers ou fermiers exploitants les terres des concessionnaires.

Ainsi se met peu à peu en place une politique locale en matière de maîtrise des risques naturels, de lutte contre l'érosion,

EXEMPLE DE PROPOSITIONS D'ENGAGEMENT (KINIEZIRE)

N°	Structure / Organisations	Engagement	Durée	Besoins Exprimés
A. RIVIERES ET EBOULEMENT				
3	ASSOCIATION DES ORPHELINS UNIS	Mettre en place un système d'alerte précoce en cas de danger	3 mois	4 mégaphones, 20 casques, 25 Salopettes, 10 godillons, 5 houes, livres.
5	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES LOCALES	Mener de actions pour des chantiers d'aménagement des rivières MUKANA et LUTUMBA et de prévention des éboulements	3 mois	1 mégaphone, 20 houes, 20 machettes, 10 tridents, 4 haches, semence de bambous, vétivers, 10 scies labour du site, semis, transport des semences, fauchage, labour de 5 mètres de rive, sarclage prévision, supervision.
6	COJEVOD	Sensibiliser la communauté sur la gestion des déchets : Ne pas les jeter dans la rivière	3 mois	2 Mégaphones, piles, gilets, Ramettes de papier, 10 houes, 10 tridents, 10 bêches, brouettes, 50 godillons, 25 gants, pulvérisateurs.
B. DEBOISEMENT				
1	STRUCTURE DE GOUVERNANCE COMMUNAUTAIRE	Sensibiliser la communauté sur les conséquences du déboisement et la diminution sensible des arbres	6 mois	Location bureau, Imprimante, 5 mégaphones, batteries, Panneaux solaires, moto de déplacement, Panneaux publicitaires, module de sensibilisation, Panneaux à flip, frais de fonctionnement, bottes, imperméables.
6	ÉCOLE PRIMAIRE NURU	Planter les arbres fruitiers et d'ombrage à l'école et au village	6 mois	30 houes, 30 râteaux, 20 arrosoirs, 15 bêches, semences, 20 bidons, 30 imperméables, 30 godillons, frais de fonctionnement.
11	CENTRE DE RECHERCHES ENVIRONNEMENTALES	Installer durablement des Pépinières et mettre à disposition des semences	6 mois	10 haves, 10 machettes, 10 râteaux, 2 ficelles, 1 décimètre, 10 arrosoirs, 1 pulvérisateur, Insecticide, 1 bâche, 1 brouette, 2 tridents, bottes, pépiniéristes
13	ASSOCIATION DES JEUNES VISIONNAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT	Sensibiliser la population sur le reboisement « <i>un enfant, un arbre, je coupe un arbre, j'en plante 10</i> »	3 mois	5 mégaphones, 1 batterie, panneaux solaires, ordinateur, godillons, frais de fonctionnement.
16	UPDI	Tester les différents modèles de four améliorés	3 mois	15 tôles BG28, tôles BG32, peinture, ouvriers.
29	AFEDRE	Protéger les arbres plantés contre les animaux et autres dangers	3 mois	2 mégaphones, 1'000 sticks d'arbres, 20 ficelles, 20 machettes, 40 houes, 20 arrosoirs, 4 ouvriers, jardiniers.
31	ÉGLISE CATHOLIQUE KAHANGA	Planter les arbres agroforestiers et fruitiers	6 mois	100 Machettes, 15 Bêches, 10 tridents, 1001 houes, 100 gants, arrosoirs, 8000 pots, 100 godillons, 100 salopettes, semences, transport, matériel divers.
C. AGRICULTURE RESTAURATRICE ET REMUNERATRICE				
	ACTION DES JEUNES POUR LE DÉVELOPPEMENT AU KIVU	Faire le plaidoyer auprès des concessionnaires pour augmenter les surfaces cultivées et améliorer les techniques agricoles.	Indéterminé	Ordinateur, Flash disque, Transport, Flip chart, Imprimante, 12 cahiers ministre.
5	AJEK	Organiser les agronomes moniteurs agricole pour assurer un bon accompagnement durable de la population	2 mois	15 carnets, stylos, marqueurs, lance voie, papier duplicateur, piles, brevet, visibilité, restauration, prime sensibilisateurs.
9	SYNERGIE DES ORGANISATIONS PAYSANNES SOLFAP	Assurer le suivie de la pépinière café jusqu'à la plantation	5 mois	2 fûts, 10 arrosoirs, 4 bêches, 10'000 paquets, Stick d'arbre, roseaux, paniers, 2 brouettes, 40 planchettes, râteaux, clous, Marteau, Ficelles, 1 décimètre, pulvérisateurs, pépiniériste, fonctionnement.

Transmis par **Jean-Pierre MUSHAMUKA**, superviseur d'ATEDD pour Kiniezire et Bushushu.



TEMOIGNAGE DU GROUPE LOCAL DE MINOVA

Par Héritier KISOHO

Président et fondateur de l'association sans but lucratif dénommée « ACTION DE DEVELOPPEMENT INTEGRAL AU CONGO » ADIC-asbl. une organisation locale ayant son siège social à Minova. Son objectif est d'encadrer les jeunes dans l'apprentissage et l'exercice des métiers de la protection des enfants, de l'agriculture et de l'élevage.

Le groupe local du RIEH de Minova a vu le jour en 2017. Il regroupe des associations locales, des personnes physiques, la radio communautaire dont je suis un des animateurs. Il a d'abord conçu, avec l'accompagnement des autorités locales, de la société civile, des associations féminines, des jeunes et des services de l'Etat, un projet territorial de traitement et valorisation des déchets à Minova et Bweremana. Avec en particulier la mise en œuvre d'une technique permettant de transformer les déchets végétaux et ménagers en briquettes de charbon vert. Pour cette production, le groupe local a organisé la formation de 26 jeunes de différentes catégories: jeunes désœuvrés, jeunes sortis des groupes armés, albinos, filles mères, personnes vivant avec un handicap. Ces jeunes qui jadis constituaient un danger permanent dans leurs communautés et leurs familles deviennent ainsi de véritables acteurs utiles à la communauté, en contribuant à l'assainissement de leur environnement dégradé par la mauvaise gestion des déchets et à la lutte contre le déboisement, car le charbon vert est une excellente alternative au charbon de bois.

Le process de fabrication des briquettes consiste pour les jeunes à descendre sur le terrain où sont jetés les déchets, ramasser,

transporter, sécher, carboniser et fabriquer ce qui devient le « charbon vert ».

Puis vient la vente du produit. Un vrai pari car sur le marché, la concurrence est rude face aux vendeurs de charbon de bois, et surtout que la quantité suivie pour répondre à la demande des ménages !

Ainsi ils peuvent enfin pourvoir à leurs besoins quotidiens et grâce à cet encadrement, un nouveau service est né sur le territoire au bénéfice de la population. La vente mensuelle conduit les jeunes à se projeter vers l'avenir ! Le calcul des recettes



La fabrication du charbon vert : opération de tamisage

prévisionnelles récompense le travail accompli et motive pour le travail à venir. Une réponse concrète aux besoins urgents de leurs familles.

Le projet ATEDD, mené par un consortium comprenant notamment le RIEH, est venu poursuivre la même démarche en l'étendant aux problèmes des crues des rivières, du reboisement et de l'agroécologie.

Sur les deux territoires de Minova et Bweremana, à travers son diagnostic participatif fait par la population elle-même, les autorités coutumières et étatiques, les ASBL (associations sans but lucratif), les groupes de jeunes, les services techniques de l'Etat, il a permis d'élaborer un plan d'action communautaire. Et ce plan a notamment repris les activités du charbon vert. C'est donc un vrai prolongement de ce que le groupe local a initié. Et ATEDD va organiser le transfert des compétences acquises par les jeunes vers d'autres groupes sur l'ensemble de la zone.

Il est très intéressant de noter que déjà les activités de ramassage et de fabrication de ces briquettes de charbon vert, se sont intensifiées dans d'autres endroits comme KALUNGU, BISHANGE.

Certains jeunes commencent à carboniser les déchets à travers des techniques qui sont purement locales. N'ayant pas de carbonisateur, les jeunes de BISHANGE dans le groupement MUPFUNYI-SHANGA, prennent les déchets séchés, regroupent les morceaux des résidus des régimes des bananes sous forme d'un carré, posent les déchets dessus, puis mettent le feu quelques minutes après, avec la fumée qui sort.

Quelle méthode purement locale qui fait sortir du carbone et va aider à fabriquer les briquettes !

ATEDD va accompagner ce mouvement. C'est une formidable occasion pour que ce produit soit connu, produit et utilisé sur un plus vaste territoire.

Le groupe local du RIEH participe donc aux activités d'ATEDD et est membre du comité de pilotage de Minova. Il fera en sorte que l'action territoriale continue à se développer, même lorsque les moyens financiers apportés par le projet seront terminés.



TEMOIGNAGE DU COMITE DE PILOTAGE DE BWEREMANA

Par Willyfred SIMERAY RUHUSHA

Willyfred est vice-président du Comité de pilotage de Bweremana, animateur du Groupe Local RIEH de Bweremana.

Je m'adresse d'abord aux jeunes de Bweremana et aux organisations qui les représentent, en particulier à ceux qui ont toujours été victimes du débordement des eaux de la rivière MWEYA de Buhunga. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés face à de telles catastrophes. Nous voulons vivre ici, sur ce territoire, sans craindre qu'il y ait de nouvelles victimes. N'attendons pas que la solution nous vienne du ciel. Organisons-nous et mettons-nous au travail. Nous disons encore merci au projet ATEDD et au RIEH d'avoir réfléchi sur les mécanismes qui doivent être mis en œuvre pour lutter contre les catastrophes naturelles.

ATEDD est la seule organisation, dans notre chefferie des Bahunde qui a réussi, à travers son approche communautaire, à faire participer la population, toutes couches sociales confondues, à l'élaboration du Diagnostic Participatif. Une étape qui a permis d'élaborer un plan d'action communautaire issu de notre propre population, afin que nous puissions nous approprier pleinement les activités mises en œuvre. C'est grâce à ça que la communauté a compris qu'elle possédait aussi certaines connaissances, qu'ATEDD a confirmé pouvoir développer.

Les objectifs d'ATEDD sont les nôtres :

- Renforcer les capacités des communautés à gérer les risques de catastrophes et des enjeux environnementaux ;

- Développer et promouvoir des pratiques agroécologiques, d'agriculture restauratrice et rémunératrice ;
- Mobiliser les communautés de bases et les instances territoriales pour le développement et l'intégration socioéconomique durable et inclusive.

Par sa façon de travailler, ATEDD nous encourage beaucoup. Notamment, à travers la proposition des fiches d'engagement qui nous permettent encore plus de participer à l'exécution des activités issue du plan d'action communautaire. Tout cela pour garantir une bonne pérennisation des activités et nous sommes sûrs que nous allons y arriver car l'approche est beaucoup appréciée dans la communauté par les autorités locales et les responsables des structures de développement de la place.

Par rapport à nos jeunes marginalisés par manque de travail, avec ATEDD et RIEH nous disons merci car avec toutes les pratiques et conseils donnés, ces jeunes commencent déjà à se prendre en charge. Ils ont commencé à fabriquer des beignets qu'ils vendent pour disposer d'un revenu au lieu de rester les mains tendues vers l'extérieur.

Avant que le RIEH nous sensibilise, la jeunesse de Bweremana passait son temps à boire l'alcool local, à vagabonder, au banditisme, au vol des biens ; mais ces derniers temps nous nous sommes déjà regroupés en association et commençons à nous

prendre en charge par nous-mêmes. Nous n'avions pas conscience que nous étions la ressource première pour aider notre communauté, notre population, nos familles. C'est pendant la phase de sensibilisation que, nous les jeunes, avons décidé de former un Groupe Local du RIEH, comme il en existe déjà un à Minova. Nous nous adressons à tous les jeunes qui veulent travailler à la fois pour eux-mêmes et leur famille et pour la communauté ; qui veulent agir comme les responsables des biens communs comme les rivières et les arbres. C'est cela l'économie humaine.

Le groupe local va accompagner les actions d'ATEDD pendant l'exécution du projet et après. Car il faudra continuer à entretenir les rivières et à planter des arbres ; continuer à améliorer les pratiques agricoles.

Sans attendre, nous avons déjà formé un groupe qui travaille chaque semaine dans le lit de la rivière. Il nous faut simplement disposer d'outils supplémentaires comme les pioches, les pelles et les barres à mine car notre outil habituel, la houe, n'est pas suffisant. Disposer aussi de conseils pour que le travail soit bien fait et au bon endroit. Ce sont ces moyens que nous attendons d'ATEDD.

Aujourd'hui nous voulons déjà étendre les actions dans les hauts plateaux car « *l'auto prise en charge* » par les jeunes des actions communautaires nous permet d'espérer à terme de regagner une jeunesse qui connaît sa valeur et ses atouts et a enfin sa place dans la communauté.

Pour dore, nous sollicitons d'ATEDD de multiplier les plaidoyers auprès des bailleurs pour donner toutes ses chances au projet pour qu'il puisse continuer et s'étendre.



TEMOIGNAGE DU COMITÉ DE PILOTAGE DE BWEREMANA

Par Maurice MULAO

Maurice est président du Comité de pilotage de Bweremana pour ATEDD. Représentant le projet dans la commission environnement de la Cellule de Paix et de Développement du Groupement de Mupfunyi Shanga (CPDG).

Moi c'est Maurice MULAO, président du Comité de Pilotage du Village de Bweremana pour le projet ATEDD. C'est depuis le mois de Novembre 2021 que la communauté et la population du Village de Bweremana m'ont donné leur confiance à travers la Cellule de Paix et de Développement du Groupement Mupfunyi Shanga (CPDG) dans la commission de l'environnement comme leur représentant dans le projet ATEDD. C'est depuis les années 1994 que notre chefferie de Bahunde en général et en particulier le groupement Mupfunyi Shanga a commencé à subir les déboisements massifs, notamment suite à l'arrivée de populations déplacées à cause des conflits.

Plusieurs organisations des Nations unies, ONG internationales, nationales et locales ont mené des projets de reboisement de nos collines et nos champs mais hélas sans succès car elles travaillaient sans impliquer la communauté dans leurs actions.

D'un autre côté, nos services de l'environnement, de l'agriculture et de l'assainissement de la chefferie et du groupement, habilités dans le domaine, n'accompagnent pas la communauté par manque de qui peut, les capaciter, les appuyer en matériels, outils, les organiser. Beaucoup d'organisations humanitaires qui interviennent dans la zone n'impliquent pas ces services dans

leurs interventions. Ces services, qui sont ainsi délaissés ou non impliqués dans les actions humanitaires, ne font plus leur travail d'accompagner la communauté dans les actions agricoles et environnementales comme elles le devraient.

Comme Président du Comité de Pilotage d'ATEDD au village de Bweremana, je suis très ravi de me voir pour la première fois depuis mon engagement comme leader communautaire appuyé par le projet pour associer et impliquer la population entière, toutes couches confondues, à toute la démarche de mobilisation. Les enquêtes base line, le Diagnostic Participatif ont conduit à élaborer par consensus de la communauté un P.A.C. Plan d'action communautaire de Bweremana /Chefferie des Bahunde groupe Mupfunyi Shanga qui sera exécuté par la communauté elle-même à travers les structures locales de la place. C'est pourquoi j'incite le maximum d'organisations à signer les fiches d'engagement pour la pérennisation des activités du projet que la communauté elle-même a identifiées.

Cette approche communautaire de faire participer la population / communauté à toutes les étapes du projet, nous la trouvons meilleure car dit-on « *Ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faite quelque part contre moi* ». Nous sommes très confiants et convaincus que cette approche communautaire qui implique les structures et organisations

locales dans l'exécution des activités va permettre la pérennisation des activités du projet et du Plan d'action communautaire.

Ce projet arrive au moment opportun car, les débordements des rivières, les érosions, les déboisements et l'agriculture non rémunératrice s'observent dans notre chefferie des Bahunde en général et en particulier dans notre Village de Bweremana. Raison pour laquelle les autorités locales à tout le niveau sont déterminés à accompagner ce projet ATEDD à travers son approche communautaire pour son exécution effective dans la zone.

Le comité de pilotage est aussi déterminé à être toujours au côté des structures locales qui vont s'engager dans l'exécution des certaines activités pour un bon accompagnement dans le sens d'obtenir des bons résultats et de rendre visibles les actions dans la zone de Bweremana. Il incite en particulier les agronomes et les moniteurs agricoles à jouer pleinement leur rôle de formation et d'accompagnement des agriculteurs en lien avec les services de la chefferie et de l'Etat.

Quant au consortium ATEDD, nous lui recommandons en tant que comité de pilotage de rendre effectives les activités pour lesquelles les organisations locales proposent de s'engager, en fournissant matériel et outils, en organisant des formations, en finançant des travaux faisant appel aux entreprises locales.

La Cellule de Paix et de Développement du Groupement Mupfunyi Shanga (CPDG) à laquelle est rattaché le Comité de pilotage d'ATEDD est déterminée à accompagner la communauté locale pour que dans les années qui viennent les questions des éboulements, crues des rivières, déboisement et agriculture qui dégrade les sols soient résolus dans notre chefferie de Bahunde. Nous sommes sûrs que cela est possible à travers cette approche qu'ATEDD apporte dans notre milieu.



TEMOIGNAGE DU C.L.P.D. DE BWEREMANA

Par Bahati MUKUBA

Bahati est vice-Président du Comité Local de Paix et Développement de Bweremana (CLPD) dont le président est le Mwami, chef de la Chefferie des Bahunde. Il en est ainsi, l'un des plus proches collaborateurs.

Je m'appelle Bahati MUKUBA et je suis le vice-président du Comité local de Paix et de Développement de Bweremana - CLPD. Le Président de ce Comité est le Mwami lui-même, ce qui montre son intérêt pour les questions de développement. Comme son nom l'indique, notre comité intervient à la fois sur les questions de développement et de paix, car l'un va avec l'autre. Sans développement les conflits s'exacerbent pour accéder aux ressources et sans la paix, le développement est paralysé par l'insécurité : vol des récoltes, du bétail et des outils, impossibilité de se rendre dans les champs pour travailler, impossibilité de transporter les produits pour qu'ils soient vendus. Notre comité intervient sur l'ensemble de la chefferie. Notre rôle est reconnu par la loi et nous avons une grande légitimité pour fédérer les initiatives.

Je suis très content de la manière dont le consortium ATEDD est en train d'intervenir dans notre chefferie des Bahunde en général et dans le village de Bweremana en particulier.

La forte participation de la communauté dans les étapes de la réalisation des activités est un gage du succès que ce projet ATEDD aura dans notre milieu. Pendant que les autres organisations viennent intervenir dans notre zone avec

une approche non inclusive, ATEDD a réalisé le Diagnostic participatif avec la communauté locale. Cette activité a permis à la communauté d'identifier par elle-même les activités à mettre en place pour apporter des solutions aux problèmes liés aux déboisement, à l'agriculture non rémunératrice et non restauratrice, aux problèmes des rivières et les érosions.

La présentation du plan d'action communautaire nous a alertés tous et nous remercions ceux qui ont contribué à leur élaboration. Cela représente un gros travail. Nous nous sommes engagés à accompagner les actions de ce projet au cours des séances de sensibilisation qui ont eu lieu et vont se poursuivre dans tous les villages car les problèmes de reboisement et des érosions à répétition nous frappent tous et à tous les niveaux.

C'est possible d'éradiquer ces fléaux si nous accompagnons tous les activités de ce projet qui est très pertinent pour notre chefferie. Les fiches d'engagement disponibles dans nos bureaux et le nombre d'ONG venus les retirer pour participer aux activités du projet ATEDD témoignent à suffisance de la volonté de la communauté à participer activement aux actions du projet.

Au nom de la chefferie, nous demandons au chef de groupement

d'organiser une réunion urgente de contrôle physique des agronomes et moniteurs agricoles, afin de voir comment les organiser autour des problèmes qui préoccupent actuellement notre chefferie, mais aussi pour accompagner les actions d'ATEDD. Car si nous avons des problèmes environnementaux, une part importante de responsabilité incombe aux agronomes qui n'assument pas convenablement leurs rôles et tâches pour conseiller la population sur les techniques agricoles.

Chaque année on embauche des agronomes, mais on ne les voit pas sur le terrain. Nous avons la chance que notre Mwami soit sensible aux questions de développement de notre chefferie et nous sommes très confiants qu'il va prendre acte et le suivi de toutes les organisations et structures de développement qui vont s'engager dans la réalisation de certaines activités. J'exhorte notre population de Bweremana de s'approprier ces activités en s'engageant massivement à travers les fiches d'engagement pour que les activités commencent le plus tôt possible.

Quant à nous autres, membres du CLPD, partout où nous participerons aux activités, c'est en tant que pacificateurs et médiateurs de la chefferie, que nous agissons. Nous ne manquerons pas de sensibiliser la population sur les problèmes de déboisement, des rivières, d'agriculture qui dégrade les sols. C'est chacun qui doit modifier ses comportements.

L'Action territoriale pour un développement durable est la nôtre.

Nous acceptons d'en prendre la responsabilité.

Nous ferons tout, pour qu'elle se poursuive jusqu'à ce que les problèmes soient résolus.



TEMOIGNAGE DE L'ANIMATEUR LOCAL D'ATEDD A MINOVA

Par **Amos MUNGANGA**

Animateur du Village de Minova au compte du projet ATEDD, Amos est âgé de 28 ans, jeune engagé dans le développement du groupement de Buzi. Graduat en psychologie clinique, il est le vice-président du conseil local de la jeunesse du Groupement de Buzi, Président du C.A. de l'organisation de développement PICE OF ALL de Minova et superviseur des AVEC dans le projet P4P/Résilience du PAM et de la FAO dans le village. Il occupe encore le poste d'animateur communautaire dans l'organisation ADSSE pour le projet Transfert monétaire inconditionnel direct.

Moi, **AMOS MUNGANGA**, Je suis Animateur du Village de Minova pour le compte du Projet ATEDD Kivu. Minova est un village qui a accueilli beaucoup de réfugiés, déplacés, revenus au pays. A cette occasion, ce village a reçu beaucoup d'aides humanitaires des organisations des Nations unies, internationales, nationales, locales et gouvernementales.

Cependant, leur approche, ne tient pas compte des aspirations de la population et cet aspect a souvent été la cause de l'échec des programmes mis en place, des objectifs non atteints car plaqués plutôt que partagés. L'approche utilisée ne faisait pas participer la communauté locale dans ses actions.

Cela a entraîné de la part de la population de Minova un esprit d'attentisme envers les organisations humanitaires. Tout ce qui doit être fait, doit être payé ou recevoir des aides sans contrepartie. Les gens viennent aux réunions pour signer la fiche d'épargne et recevoir une indemnité.

Quand le projet ATEDD a été présenté, il a été d'abord reçu de la même manière. Mais peu à peu la démarche proposée a emporté l'adhésion.

La participation active de la communauté et des leaders communautaires à toutes les activités du projet ATEDD dans le village de Minova donne l'espoir et la conviction d'une grande réussite du projet. Elle a été concernée à toutes les étapes : depuis son annonce, le

lancement du projet, la constitution du comité de pilotage, le recrutement des animateurs, les enquêtes base line, l'organisation du diagnostic participatif, élaboration du plan d'action communautaire par la population elle-même, restitution du plan d'action communautaire pour amendement, validation du plan d'action communautaire par la population. La communauté a toujours été au centre de ces activités et on constate qu'elle prend le lead et décision sur toutes les activités.

Le diagnostic participatif a permis la participation de toutes les couches de la communauté sans distinction de race, de tribu, sans ignorer les personnes marginalisées par des besoins spécifiques. Il a donné l'espoir de la réussite de ce projet, à travers son approche communautaire inclusive.

Toutes les personnes qui avaient des idées sur ce qu'il faudrait faire pour éviter les crues des rivières, pour réussir le reboisement ou pour améliorer les pratiques agricoles sont venues aux réunions d'élaboration, d'enrichissement et de validation du Plan d'action communautaire. Beaucoup ont rappelé les expériences négatives où une action a été abandonnée quand le projet s'est terminé. Avec ATEDD, ils voient la possibilité de s'engager à nouveau sur de meilleures bases.

Le retrait massif des fiches d'engagement au bureau du groupement de Buzi et au comité de pilotage témoigne de l'appropriation des

activités du projet par les organisations paysannes et les structures locales de développement. La mise en place par ATEDD des pépinières communautaires, des arbres agro forestiers, des arbres d'ombrage pour lutter contre les catastrophes naturelles et le réchauffement climatique s'effectue à partir des fiches d'engagement signées par des structures communautaires.

Elles s'engagent, ce qui prouve à suffisance que la population s'approprie le projet, par exemple en octroyant des champs gratuitement pour la mise en place des pépinières des arbres agro forestiers. Puisqu'elles sont à l'initiative de l'action, on peut vraiment espérer qu'elles les mettront en œuvre de façon pérenne.

Les nombreuses sensibilisations effectuées par Delphin BAENI, superviseur sur le terrain de l'équipe ATEDD, effectuées auprès de différentes couches de la population notamment les leaders communautaires, les représentants des organisations paysannes, les Associations villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), les églises et dans certaines écoles, portent leurs fruits. En emportant l'appropriation du projet par toute la communauté, nous croyons pouvoir aboutir aux bons résultats escomptés car les techniques et l'approche utilisées sont acceptées au travers des fiches d'engagement.

Depuis que Minova existe, il y a toujours eu des organisations humanitaires qui élaborent des plans d'actions communautaires sans même faire participer la population à son élaboration, mais aujourd'hui grâce au projet ATEDD la population de Minova a élaboré elle-même son plan d'action communautaire, validé par toutes les couches de la population et qui sera exécuté par cette population elle-même à travers les fiches d'engagement disponible au CLD.

LA COOPÉRATIVE AGRICOLE MUUNGANO ET ATEDD-KIVU

Par Daniel **HABAMUNGU CHINYABUGUMA**
Directeur-Gérant de la Coopérative Agricole Muungano.



<https://www.youtube.com/watch?v=aqzwToG6s>

La production ne cesse de progresser, passant de 15 tonnes en 2010 à 184 tonnes en 2019.

Un des facteurs importants de la progression des revenus est la qualité. Le café de la CAM est certifié FLO, commerce équitable et organique. Cela nécessite un gros travail pour connaître les normes, les appliquer et en contrôler l'application. CAM promeut aussi des modes de culture du café qui contribuent à renforcer la fertilité des sols et au reboisement.

Mieux s'organiser pour préserver l'environnement et augmenter les revenus des agriculteurs, c'est l'objectif d'ATEDD et c'est pourquoi la CAM s'est engagée dans le projet au sein du Consortium.

C'est l'occasion de mettre à disposition son savoir faire auprès d'autres paysans voulant produire du café ou améliorer leur production. Occasion aussi de renforcer d'autres coopératives du territoire.

C'est aussi l'occasion d'élargir son champ d'intervention en contribuant à la prise en charge du problème des rivières et du reboisement sur l'ensemble de la zone.

Enfin l'action territoriale est complémentaire de celle que nous menons comme entreprise dans le seul champ du café. Il s'agit de contribuer à la sensibilisation de toute la population, de coopérer au sein des instances de pilotage d'ATEDD et d'accompagner les actions d'autres organisations communautaires. Mais nous savons qu'une coopérative performante a besoin d'un environnement prospère et qu'un territoire prospère renforce la performance de la coopérative.

Nous sommes de ce territoire, nous en sommes solidaires. Nous y resterons et ferons tout notre possible pour que la dynamique lancée par le projet se prolonge en une action territoriale durable.

La Coopérative Agricole Muungano (CAM) a été créée en 2009 pour organiser la filière café sur la zone de Kiniezire afin que les producteurs cessent de risquer leur vie en traversant le lac pour aller vendre leur café au Rwanda et qu'ils tirent un bien meilleur revenu de leur travail.

Composée de 16 secteurs, elle compte aujourd'hui 4200 membres dont 1736 femmes.

LA FONDATION MATENDO ET ATEDD-KIVU

Par Gilbert **MASUMBUKO**,
Président de la Fondation Matendo



www.matendo-fondation.org

communautaire autour des questions d'intérêt général et de développement, comme le reboisement et l'environnement. La Fondation Matendo mobilise les élèves et les parents pour la plantation et la croissance des arbres.

Avec le Réseau International pour une Economie Humaine (RIEH) et son groupe local, la FM encadre les jeunes de Minova et Bweremana dans l'organisation du ramassage, tri et valorisation des déchets utilisés pour la production du charbon vert « briquettes ». Celui-ci permet de réduire progressivement l'utilisation du bois de chauffe et du charbon de bois.

La Fondation Matendo collabore avec les autres membres du consortium du projet Action Territoriale pour le Développement Durable (ATEDD) pour que ces initiatives puissent inclure plus d'innovations, s'étendre et s'inscrire durablement dans les politiques publiques locales,

provinciales et nationales.

Elle apporte son savoir faire pour la mobilisation communautaire, avec la collaboration et l'implication des administrateurs de territoires, chefs de collectivités, chefs de groupements, chefs de villages, services techniques de l'Etat, société civile, églises, fédération d'entreprises, concessionnaires et métayers, leaders locaux.

La Fondation Matendo promeut la participation, la responsabilité, la bonne gouvernance et l'efficacité dans le contexte du Kivu caractérisé par la pauvreté, l'instabilité, l'affaiblissement des individus, des organisations étatiques et privées et des communautés. L'action collective permet aux communautés d'analyser leurs problèmes, d'évaluer leurs besoins, d'identifier des solutions adaptées et de promouvoir le développement local participatif durable.

Créée en 2005, la Fondation Matendo (FM), contribue à promouvoir la citoyenneté responsable des enfants et des jeunes pour agir, réfléchir et collaborer au niveau local, national et international, pour promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie et le développement durable. La Fondation Matendo appuie le Complexe Scolaire Matendo, cadre idéal pour la mobilisation

LE CEREIAD ET ATEDD-KIVU

Par **Bahati Shamamba Dieudonné, Ph. D**



Centre régional d'études interdisciplinaires appliquées au développement durable, rattaché à l'université catholique de Bukavu.

Dans les territoires de Kalehe (Sud Kivu) et de Masisi (Nord Kivu), au niveau de leurs parties situées dans la partie du littoral du lac Kivu, plusieurs dégâts ont été rapportés, liés aux catastrophes naturelles dont le débordement des lits des rivières lors de fortes pluies enregistrées à certaines périodes de l'année dans la région.

Toutes ces rivières tirent leur origine dans les hauts plateaux et collines surplombant les vallées de la rive du lac Kivu.

Dans le cadre du projet ATEDD, le CEREIAD dans une collaboration avec d'autres partenaires est impliqué dans une approche intégrée pour stabiliser les berges de ces rivières à travers des aménagements durables, intégrant plusieurs types d'actions (construction des bassins de retenue, stabilisation des berges des rivières, etc.).

Dans l'esprit de la durabilité, le consortium impliquant le CEREIAD dans le projet ATEDD a planifié des interventions visant à renforcer la résilience des communautés à travers la redynamisation des activités agricoles dans ces zones fortement affectées par l'érosion ;

avec une forte implication attendue du CEREIAD.

Il convient de signaler que la participation du CEREIAD dans le projet ATEDD coïncide suffisamment avec la mission de ce dernier qui consiste à mobiliser les différentes compétences qu'il regorge en vue de contribuer à la mise en place des solutions aux problèmes de la communauté.

Trop souvent, les études sont publiées mais restent dans les armoires. Là, elles servent de base à l'action. C'est un honneur pour le Centre de prendre part à une action qui change réellement les conditions de vie de la population et il ne ménagera aucun effort en vue de la réussite du projet ATEDD ainsi que celle des phases qui suivront.

CADRE ET ATEDD-KIVU

Par **Bahati Tchondo Désiré**,
Président du CA de CADRE Comité d'Appui au Développement Rural Endogène.



www.cadre-asbl-ongd.org

L'association sans but lucratif a été créée le 18 décembre 1994 avec le rêve d'un monde sans pauvreté et sans discrimination où l'accès aux opportunités est égal pour tous, où les conditions sont réunies et les efforts sont fournis pour l'autonomisation, l'engagement politique et citoyen et particulièrement des jeunes et des femmes.

Dès sa création, CADRE a donné un appui aux organisations communautaires, a initié des projets de développement communautaire et a sensibilisé la population en vue de l'auto-prise en charge.

CADRE répond là où les besoins sont réels, ressentis et exprimés.

CADRE s'engage activement en faveur de la sensibilisation des communautés pour apprendre à « *vivre comme amis des rivières* », pour pratiquer le reboisement et l'agriculture biologique.

CADRE, lead administratif et opérationnel de la mise en œuvre de l'Action Territoriale pour le Développement Durable (ATEDD), prolonge et intensifie ses actions de mobilisation.

Les organisations communautaires vont participer au travail de reboisement des villages, au travail sur les rivières

et au développement d'une agriculture porteuse.

Une des innovations est la plantation et l'entretien d'un grand nombre d'arbres par les élèves avec l'accompagnement des enseignants et des familles.

A travers ATEDD, CADRE développe l'approche territoriale, travaille selon les perspectives de l'économie humaine, avec une approche basée sur les engagements des organisations locales et la recherche – action. CADRE arrive à toucher plus de communautés, plus de catégories de personnes comme les populations de hauts plateaux, les pygmées, les personnes vivant avec un handicap. Il renforce avec les autorités locales et les acteurs locaux des liens qui se poursuivront au-delà même de la fin du projet.



LE FONDS D'INNOVATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Le Fonds d'Innovation pour le Développement (FID) a pour vocation d'impulser, accélérer et déployer des solutions innovantes contre la pauvreté et les inégalités. Un dispositif qui vient renforcer et compléter les outils français d'appui aux innovations au service des enjeux de développement. Il offre des subventions flexibles adaptées aux différents stades de développement des innovations. Il est hébergé au sein de l'Agence Française de Développement (AFD) qui est une banque de développement française.

Le 24 mars 2022, le FID nous accompagnait pour lancer le projet ATEDD. Leur choix s'est porté sur l'axe novateur du **renforcement de la gouvernance participative pour gérer les risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles.**

Un partenariat basé sur un premier objectif : **apprendre ensemble.**

- Une relation basée sur la confiance et la transparence ;
- Apprendre des échecs et des réussites ;
- Ouverture au risque et à l'expérimentation.

« De nombreuses initiatives, qui émergent sur l'ensemble des territoires, tentent d'imaginer des solutions innovantes plus résilientes, respectueuses des écosystèmes et soucieuses d'équité. La politique de développement et de solidarité internationale doit être le moyen d'intégrer ces dynamiques nouvelles au cœur de nos relations avec les pays en développement, en mobilisant les citoyens et en confiant à tous les acteurs du changement les leviers pour agir. »

Hervé Berville, Membre fondateur du FID, Secrétaire d'Etat à la Mer.

Un deuxième but à atteindre : **l'évaluation d'impact.**

- Mener des évaluations d'impact rigoureuses ;
- Collecter des preuves d'impact pour soutenir le passage à l'échelle et à la réplication des solutions.

« Il existe de nombreuses idées prometteuses, de politiques et de programmes susceptibles de réduire la pauvreté, mais ce n'est qu'en les testant rigoureusement que nous pourrions identifier celles qui fonctionnent réellement.

Elaborer des preuves scientifiques sur la façon dont ces idées peuvent fonctionner à différentes échelles et dans différents contextes peut nous aider à tirer des leçons de l'expérience et à développer des solutions durables, prêtes à être généralisées. »

Esther Duflo, Economiste et présidente du Conseil de Direction du FID.

Comment le FID finance l'innovation ?

Le FID déploie différents stades de financement, selon le niveau de maturité de l'innovation. Le projet a été évalué sur la base de 3 critères :

- Potentiel **d'impact** et stratégie pour le mesurer ;
- Rapport **coût-efficacité** de l'innovation ;
- Potentiel de **passage à l'échelle** et de durabilité.

Les normes pour chaque critère varient à **chaque étape de financement.**

Comment le projet ATEDD est soutenu ?

Est mis au service du projet, un appui technique et financier :

- Le FID apporte à ATEDD une subvention de 200 000 €.

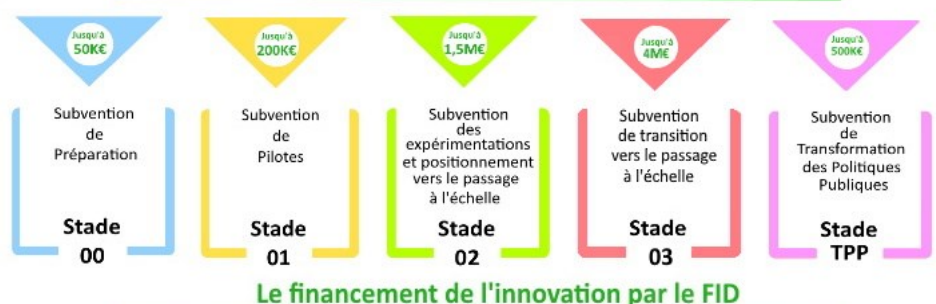
De plus est mis au service du projet un appui technique :

- Des échanges réguliers et visites sur site, si nécessaire,
- Favoriser les synergies entre les projets du FID et les partenaires de l'écosystème.
- Soutenir les pistes de passage à l'échelle à travers de possibles financements ou partenariats.

Un appui à la communication :

- Générer du contenu visuel qualitatif sur le projet pour le site du FID et les réseaux sociaux,
- Agenda commun et outils de communication à définir.
- Évènements spécifiques conjoints.

Mme Johanna Niedzialkowski
Au nom de l'équipe du FID





POURQUOI ET COMMENT L'ACTION TERRITORIALE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE AU KIVU (ATEDD KIVU) S'INSPIRE DE L'ECONOMIE HUMAINE

Michel Tissier est secrétaire international du RIEH depuis 2017. A 74 ans, il vit dans le Périgord, dans le Sud-Ouest de la France. Professionnellement il a été successivement formateur, syndicaliste, directeur au sein du Service public de l'Emploi, consultant en matière de responsabilité sociale des entreprises. Il s'est particulièrement investi sur le projet ATEDD faisant de longs séjours sur place pour comprendre les ressorts de la mobilisation communautaire et élaborer avec l'équipe projet les outils et les méthodes pour l'accompagner.

Selon une définition très générale, l'Economie humaine est la référence selon laquelle une société s'organise pour que chaque personne et toutes les personnes qui la composent vivent dans la dignité.

Comment caractériser de ce point de vue la société dans laquelle opère ATEDD ? Peut-on dire que c'est un territoire dans lequel « chaque personne et toutes les personnes vivent dans la dignité » ? Il revient à chaque groupe local du RIEH sur ce territoire de faire de ce point de vue une analyse.

En référence aux conclusions qui ressortent des diagnostics participatifs animés sur le territoire et aux études disponibles, les principales atteintes à la dignité sont :

- La pauvreté et la précarité de vie des ménages. Le revenu moyen mensuel d'un ménage de 8 personnes est 60\$. Beaucoup d'habitants ne mangent pas tous les jours à leur faim. Beaucoup habitent dans des cahutes où de nombreuses personnes s'entassent dans des petits espaces sans aucun confort.
- Un travail harassant, mais qui ne procure pas les revenus permettant de vivre décemment. C'est particulièrement le cas des femmes.
- Le désœuvrement des jeunes, en particulier les jeunes ayant suivi une

formation secondaire ou supérieure, qui conduit certains à rejoindre les groupes armés ou à pratiquer diverses formes de délinquance.

- L'absence d'accès à l'eau potable, à l'électricité, à un enseignement de qualité et à des soins de qualité.
- L'insécurité avec des meurtres, des violences notamment sexuelles contre les femmes et les filles, des vols très fréquents, le racket.
- L'impunité dont jouissent les forces censées assurer la sécurité et qui sont

Faire référence à l'économie humaine, c'est refuser toutes les atteintes à la dignité humaine et développer toutes les manifestations de cette dignité dans la société où l'on vit et plus largement à l'échelle de l'humanité toute entière.

elles-mêmes auteurs d'exactions répétées.

- La dégradation de l'environnement, alors que la dignité de la personne humaine se manifeste aussi dans l'harmonie avec le vivant et la nature.
- La marginalisation de groupes spécifiques (femmes isolées, pygmées, personnes handicapées, personnes déplacées, ...).
- La recrudescence des mœurs dépravées : alcoolisme, drogues, prostitution, sorcellerie.

Mais il y a aussi des manifestations de dignité, personnelles et collectives :

- L'esprit d'entreprise. Chaque fois qu'une opportunité existe, certaines personnes et notamment des jeunes cherchent à les exploiter.
- Le dévouement, notamment des femmes, à la qualité de vie de la famille et à la solidarité sociale.
- L'appartenance à une confession religieuse dès lors que celle-ci affirme la dignité de toute personne, la solidarité et promeut l'engagement social.

- L'appartenance d'une part très importante de la population à des organisations promouvant des solutions collectives (Associations villageoises d'épargne et de crédit, organisations paysannes, organisations de la société civile, ...).

- Les valeurs communautaires qui se manifestent notamment dans les travaux collectifs bénévoles pour l'entretien des biens communs et par le respect des principes du droit coutumier.

Faire référence à l'économie humaine, c'est refuser toutes les atteintes à la dignité humaine et développer toutes les manifestations de cette dignité dans la société où l'on vit et plus largement à l'échelle de l'humanité toute entière.

Face aux défis cités ci-dessus, c'est ne pas renoncer, par résignation ou par cynisme, mais affirmer que ces situations doivent et peuvent changer.

Parmi tous ces enjeux ATEDD en a déterminé trois : les menaces dues aux crues des rivières et aux glissements de terrain, la déforestation, une agriculture qui dégrade la fertilité des sols et ne permet pas aux paysans de vivre de leur travail. Et face à ces problèmes, le message porté par ATEDD auprès de la population et inspiré par l'économie humaine est :

1. Il est possible d'agir. Ne nous résignons pas.
2. Analysons ensemble les causes et cherchons ensemble les solutions.
3. En nous appuyant prioritairement sur les ressources locales.
4. En nous organisant collectivement.

Les points-clés de ce message sont inspirés par la théorie et la pratique du changement qui constituent **des fondamentaux de l'économie humaine**. Quels sont-ils ?

- 1) Il est important que la population ait une vision partagée de la société dans laquelle elle veut vivre, vers laquelle elle veut tendre. Dans le cas présent c'est une société où les pluies, même violentes, ne causent pas des dégâts irréparables, où la population est protégée de ces risques de catastrophes ; où la couverture végétale et forestière évite l'érosion, maintient la biodiversité et la fertilité des sols, où la ressource en bois est gérée de façon durable et responsable ; où l'agriculture est « rémunératrice et restauratrice » pour recourir à une formule mise en avant par ATEDD. C'est aussi une vision d'une société inclusive où chacun a sa place.
- 2) La démarche est celle du « **voir-juger-agir** » auquel on peut ajouter « **évaluer et recommencer** », dans un cycle d'amélioration permanente. L'important est que cette démarche ne soit pas seulement pratiquée par les dirigeants ou par le groupe

projet, mais bien par la population elle-même.

Voir, c'est d'abord recueillir et regarder les faits, les données. Ne pas se contenter des impressions, mais chercher à objectiver. Ne pas regarder seulement ce qui conforte les idées qu'on a à priori, mais accepter aussi ce qui vient contredire ces a priori.

Juger, c'est analyser les causes notamment en construisant avec la population les arbres des causes.

Agir, c'est décider ensemble des plans d'action commun, ce qu'avec ATEDD on appelle les Plans d'action communautaires. Tout cela rejoint ce qu'à d'autres échelles et dans d'autres contextes on appelle la planification. Le principe est central dans l'économie humaine, on ne laisse pas simplement chacun agir selon son intérêt ou ses convictions, mais on se concerte en fonction d'un objectif partagé.

3) « S'appuyer sur les ressources locales » implique plusieurs principes d'action.

Le premier est tout simple, c'est celui de **compter sur ses propres forces pour ne pas dépendre d'autrui**, en particulier pas des forces qui détiennent les ressources financières et imposent leurs conditions qui visent d'abord à les enrichir. Ou dépendre des puissances qui utilisent le pouvoir qu'elles détiennent pour leur enrichissement personnel et pour conforter leur pouvoir.

Le second est que la principale ressource est **la ressource humaine et le capital social**. C'est notamment pour cela que cette économie est dite humaine. C'est un des sens que l'on peut donner à l'expression « *Il n'est de richesse que d'hommes* ». ATEDD se fixe

comme objet premier de renforcer les capacités de la communauté. En développant les compétences techniques par des actions de formation, formelles et informelles.

Et le capital social, par l'animation. Le capital social est la capacité interne à la communauté à se mobiliser sur un objectif et la capacité externe à coopérer avec les ressources de l'environnement.

Le troisième est de s'appuyer à la fois sur ce que la communauté sait et recèle de savoirs, savoir-faire et savoir être (elle n'est jamais totalement ignorante) **et sur les institutions d'études et de recherche de l'environnement proche**, celles auxquelles on peut recourir sans faire venir de loin une expertise coûteuse. Dans le cas d'ATEDD, le premier volet est mobilisé à travers le diagnostic participatif et le second à travers la coopération avec le CEREIAD de l'Université catholique de Bukavu ou l'Institut supérieur de Développement rural, ISDR Grands Lacs, de Goma.

4) « Agir collectivement », c'est une autre façon de désigner un des fondamentaux de l'économie humaine qu'est **l'approfondissement de la démocratie**, ce que, dans le langage codé des projets de développement, on appelle « *l'amélioration de la gouvernance* ». Ou encore la participation à une politique publique dans un domaine particulier comme l'environnement et l'agriculture pour ATEDD.

Car l'économie humaine au sens large que nous lui donnons est bel et bien une politique, si on entend ce terme non pas comme la théorie et la pratique de la conquête et de l'exercice du pouvoir, mais bien la façon dont une société s'organise pour relever les défis auxquels elle est confrontée.

- Dans le cas particulier d'ATEDD Kivu, cette action collective est désignée sous le terme d'« action

territoriale » (qu'on peut considérer comme équivalent à « action communautaire ») et prend la forme d'une « mobilisation communautaire ».

Le mot « communauté » dans le projet ATEDD est un ensemble complexe avec trois pôles :

- la population en général, considérée comme un tout ;
- les autorités locales et les représentants locaux des administrations provinciales et nationales ; en RDC les autorités locales sont les chefs coutumiers qui font aussi fonction de collectivité locale de base.
- les organisations de la société qui sont très nombreuses et actives : les confessions religieuses ; les Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), qui sont très nombreuses dans la zone, puisqu'on considère que plus de la moitié de la population fait partie d'une AVEC ; les Organisations paysannes, très nombreuses également ; les organisations représentant des groupes comme les jeunes, les femmes, les ethnies ; les associations de parents d'élèves ; les institutions d'enseignement et de santé ; les organisations professionnelles.

Pour qu'une action collective soit conduite, il est nécessaire qu'il y ait convergence entre ces trois composantes. La démarche d'ATEDD vise alors à sensibiliser la population, à associer les autorités locales et à renforcer les organisations de la société civile. Dans des contextes sociaux, culturels et politiques différents, c'est la même convergence qui est recherchée pour qu'une action collective locale change effectivement les conditions de vie de la population.

Dans la stratégie de changement promue par l'économie humaine, la capacité à s'organiser localement par la sensibilisation de la population,

l'implication des autorités locales et la concertation entre les organisations de la société civile est déterminante.

Il est certain que dans une vision du monde où toutes les situations locales sont d'abord déterminées par les politiques nationales et où ces politiques nationales sont elles-mêmes déterminées par l'ordre ultralibéral mondialisé, une démarche comme ATEDD relève de la naïveté et ne peut mener à rien. La seule stratégie de changement vise alors à créer un rapport de force pour prendre le pouvoir

Dans la stratégie de changement promue par l'économie humaine, la capacité à s'organiser localement par la sensibilisation de la population, l'implication des autorités locales et la concertation entre les organisations de la société civile est déterminante.

au niveau national et imposer de nouvelles lois dans les rapports économiques et politiques nationaux et internationaux.

ATEDD et l'économie humaine proposent une autre stratégie de changement. Développer, grâce à l'action collective qui change effectivement les situations vécues par la population, la conscience collective qu'il est possible de ne pas subir son destin mais de le prendre en main. Compter d'abord sur ses propres forces pour faire à son niveau tout ce qui est possible et s'appuyer sur la mobilisation ainsi créée pour revendiquer des changements structurels à d'autres niveaux.

Car, bien sûr, tout n'est pas possible au niveau local et pour vivre dans la dignité sur son territoire il faut aussi opérer des changements structurels dans les politiques nationales et dans l'ordre/désordre économique et géopolitique mondial. Et l'économie humaine est aussi une référence pour l'action à ces deux niveaux.

Ce n'est pas l'objet de cet article de présenter ces changements structurels. Certains sont cependant en germe dans ATEDD. Citons notamment la finance mise au service de la production de biens et de services, la propriété individuelle subordonnée à la destination universelle des biens communs, la contractualisation entre organisations collectives et non pas la domination du plus fort sur le plus faible, la construction de filières où chaque élément entretient des rapports équitables avec les autres, l'accent

mis sur l'éducation et le renforcement des capacités de tous les membres de la société.

Mais ces changements structurels ne seront possibles et durables que s'ils s'appuient sur la conscience et l'engagement de la plus large partie possible de la population. C'est particulièrement vrai dans un pays

comme la RDC où la vie politique se limite à des affrontements entre groupes pour occuper le pouvoir à leur seul profit. Une action comme ATEDD contribue à renforcer l'esprit de citoyenneté qui est à la base d'un changement politique réel et durable au niveau national.

Comme on le voit avec ATEDD, l'économie humaine n'est pas un modèle qu'il suffirait d'appliquer partout, mais elle constitue une référence qui peut et doit inspirer toute action visant à transformer la société sur des bases humanistes ainsi que la pensée qui accompagne cette action.

C'est en ce sens que pour le RIEH, elle est exemplaire.

**Goma (Nord-Kivu, RDC),
le 08 août 2022**

ATEDD, METTRE EN ŒUVRE LA PENSÉE DE L.-J. LEBRET



Par Yves BERTHELOT
Président d'Honneur
du RIEH



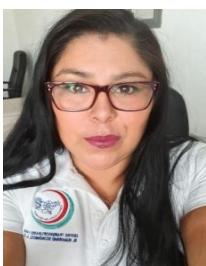
Louis-Joseph Lebret (1897-1966) a muri deux concepts qui sous-tendent la réalisation de l'Action transversale pour le développement durable au Kivu, ATEDD. Le premier est qu'il ne peut y avoir de politique publique bien fondée sans une bonne connaissance des conditions de vie des populations

concernées. Le second est que l'homme doit être au centre de toute politique de développement et non pas l'argent comme l'écrivait Lebret, la finance comme on dirait aujourd'hui. L'objectif du développement est donc de construire une économie humaine, une économie qui réponde aux besoins essentiels et spirituels de chaque homme et de tous les hommes, sans laisser personne sur le bord du chemin.

Ces deux concepts impliquent qu'il appartienne aux citoyens d'un pays, d'une région ou collectivité de dire ce dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie digne par leur travail et grâce à la solidarité qui les lie et, également, d'être écoutés par les autorités sur les manières et moyens d'y parvenir. Il en est ainsi pour ATEDD.

Les idées de Lebret ont inspiré des politiques et suscité la création de plusieurs institutions. Peu de celles-ci subsistent, mais il est intéressant de constater la vitalité de sa pensée particulièrement quand les insuffisances de la croissance et les excès de la finance se manifestent ou quand, comme aujourd'hui, les risques encourus appellent de profonds changements de société. Citons parmi les publications récentes le numéro spécial du *Journal of Global Ethics*, 2021, VOL 17, NO. 2, consacré à Lebret qui analyse, notamment, les travaux de l'École d'Abidjan et, rappelons, bien sûr, **les actions et recherches des membres du Réseau International pour une Économie Humaine, le RIEH, qui appuie ATEDD.**

POINT DE VUE D'AMÉRIQUE LATINE



Par Oralía CARRILLO PEREZ
Coordinatrice
RIEH Amérique Latine



Nous comprenons l'économie humaine comme une localisation territoriale. Dans ce processus de territorialisation de la lutte pour la vie et la subsistance, en chaque lieu, les populations procèdent de trois manières dans l'exécution de l'art de la persistance : actions familiales, opérations associatives et pratiques strictement privées. Le processus économique est toujours

collectif, que ce soit au niveau familial ou communautaire. Pour résoudre les problèmes de subsistance, de développement et de continuité des populations, comme le souligne et le formule Lebret, quatre conditions fondamentales sont déterminantes :

- la dialectique des disponibilités et des besoins ;
- l'organisation endogène à direction ouverte ;
- la détermination des créations et des productions selon les critères du marché ou de l'autosuffisance ;
- les types d'activités et d'occupations à réaliser.

Un développement autonome, durable et expansif ne peut se produire que si le partenariat existe et perdure. Les différentes expériences d'économie solidaire en Mésio-Amérique indiquent que la recherche du profit, le mercantilisme et les rendements

plus élevés aboutissent à la discrimination de ceux qui ne contribuent que par leur travail et non par des ressources économiques, des technologies ou des biens.

La communauté du Kivu devra être régie par les directives et règles des populations autochtones, si elles veulent vraiment vivre l'économie humaine.

Lebret déclare que ce n'est qu'en opérant avec les positions éthiques de l'humanité que l'on peut arriver à un développement intégral et persistant dans le temps et l'espace.

RIEH doit assumer la tâche d'accompagner, de soutenir et de gérer le financement de la réalisation d'ATEDD-KIVU. Parce que sa mise en œuvre complète sera un jalon, un modèle et un bastion pour l'implantation et l'expansion de l'économie humaine.

POINT DE VUE D'ASIE DU SUD



Par **Lourthusamy AROCHIASAMY**
Coordinateur
INHE Asia



Face à la pandémie en cours, les organisations membres de l'INHE Asie ont engagé des actions semblables à ATEDD Kivu.

En Thaïlande, cultiver le riz de manière traditionnelle, prendre soin de la nature, respecter la culture traditionnelle et partager avec les autres ont été les éléments qui ont le plus soutenu les communautés et aidé à combattre la pandémie en Thaïlande.

De même, la pandémie et la crise économique et politique actuelle au Sri Lanka sont atténuées par les

actions communautaires et écologiques en cours, telles que la plantation d'arbres, l'utilisation de fumier organique et la formation des jeunes à cette forme de culture.

Les partenaires au Népal se sont également engagés dans des actions similaires et ont profité de l'occasion pour faire pression sur le gouvernement afin de garantir une protection sociale à tous.

Les partenaires d'INHE en Inde ont lancé une initiative de protection sociale, appelée Social Protection Share & Care (SPS&C), lancé au mois d'août.

Les principales leçons apprises :

1. La prise en charge collective et centrée sur la personne, ainsi que le respect de la terre, de l'environnement et du climat, constituent l'alternative pour combattre une situation telle que cette pandémie.
2. Comme les pauvres et les personnes vulnérables constituent la majorité dans tous les pays, nous devons faire de ce nombre une

force consciente pour créer des modèles alternatifs de développement durable et centrés sur l'homme.

3. Plus que jamais, les communautés locales s'engagent dans des entreprises collectives et sociales : des coopératives d'agriculteurs ou de producteurs qui répondent aux besoins des communautés et non à ceux du marché.
4. De plus en plus de jeunes sont revenus des villes pour s'impliquer dans ce type d'alternatives afin de garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires.
5. Nous devons monter des millions de micro-économies humaines pour prouver que le petit est beau et durable.

C'est pourquoi INHE Asia soutient l'Action territoriale pour un Développement durable au Kivu. Il attend avec intérêt les enseignements que les organisations africaines tireront de cet exemple.

POINT DE VUE D'AFRIQUE



Par **Euphrasia EBAI-ATUH**
et **Augustin CISSE**
Coordinateurs RIEH / INHE Afrique



Utre sa pertinence géographique et économique, le projet ATEDD est l'une des initiatives territoriales pionnières de RIEH Africa, aux côtés d'initiatives pilotes telles que Charbon Vert au Kivu (République démocratique du Congo) et Zero-hunger à Tubah (Cameroun).

Ces initiatives mettent en adéquation

les paroles et les actes de RIEH en référence à son action stratégique 2020-2025 intitulée " Les territoires en Marche vers l'économie Humaine ". Cette stratégie se reflète pleinement dans l'approche innovante du projet ATEDD, en ce sens qu'il engage activement les acteurs locaux, non seulement dans la mise en œuvre de l'action, mais dès la conception et à chaque étape de la prise de décision du projet.

Le succès d'ATEDD est crucial pour RIEH Afrique. Il ouvre la voie à plus de soutien local et international pour des projets similaires dans d'autres pays du réseau de RIEH Afrique : Cameroun, Mali, République centrafricaine, Bénin, etc.

L'une des principales résolutions de la réunion régionale de RIEH Afrique de décembre 2021 à Songhaï-Bénin, était de mettre en œuvre ces actions territoriales de manière à soutenir la philosophie du Centre Songhaï, selon laquelle les actions de

l'homme sont appelées à être en synergie avec la nature et son environnement.

Cette philosophie se trouve être une sœur jumelle de l'un des concepts fondamentaux de RIEH, "En harmonie avec le vivant".

Bien que nous ne puissions pas trop insister sur l'importance environnementale et économique d'ATEDD, il est important de souligner qu'elle détient le potentiel d'une solution multidimensionnelle aux problèmes majeurs de l'Afrique en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH), de pauvreté et de santé.

Compte tenu de la jeunesse de sa population, de la richesse de son patrimoine culturel et de l'étendue de ses terres arables, l'Afrique a le potentiel pour garantir des solutions globales en matière de sécurité alimentaire, de respect de la personne humaine et de développement durable.



et Vous

**Vous voulez savoir comment évolue ATEDD,
rendez-vous sur le site www.rieh.org**

Vous vous sentez concernés ?

Vous avez raison car les problèmes traités par ATEDD se posent partout dans le monde : faire face aux catastrophes naturelles dues au changement climatique, restaurer la biodiversité, développer une agriculture qui renforce la fertilité des sols, produisant une nourriture saine et permettant aux paysans de vivre décemment.

Et nous dépendons tous les uns des autres.

La démarche aussi, peut et doit être suivie partout dans le monde. Aucun changement durable ne se fera sans une action déterminée et persévérante au niveau où l'interaction sociale est la plus forte, « à hauteur d'homme » disait Lebreton.

La meilleure façon d'accompagner ATEDD-Kivu est de participer à une action territoriale, là où vous vivez et travaillez.

Le réseau RIEH, la revue D&C, notre site internet sont là, notamment pour permettre les échanges entre tous les groupes qui animent ces actions territoriales et en tirer les enseignements.

N'hésitez pas à nous joindre à contact@rieh.org !

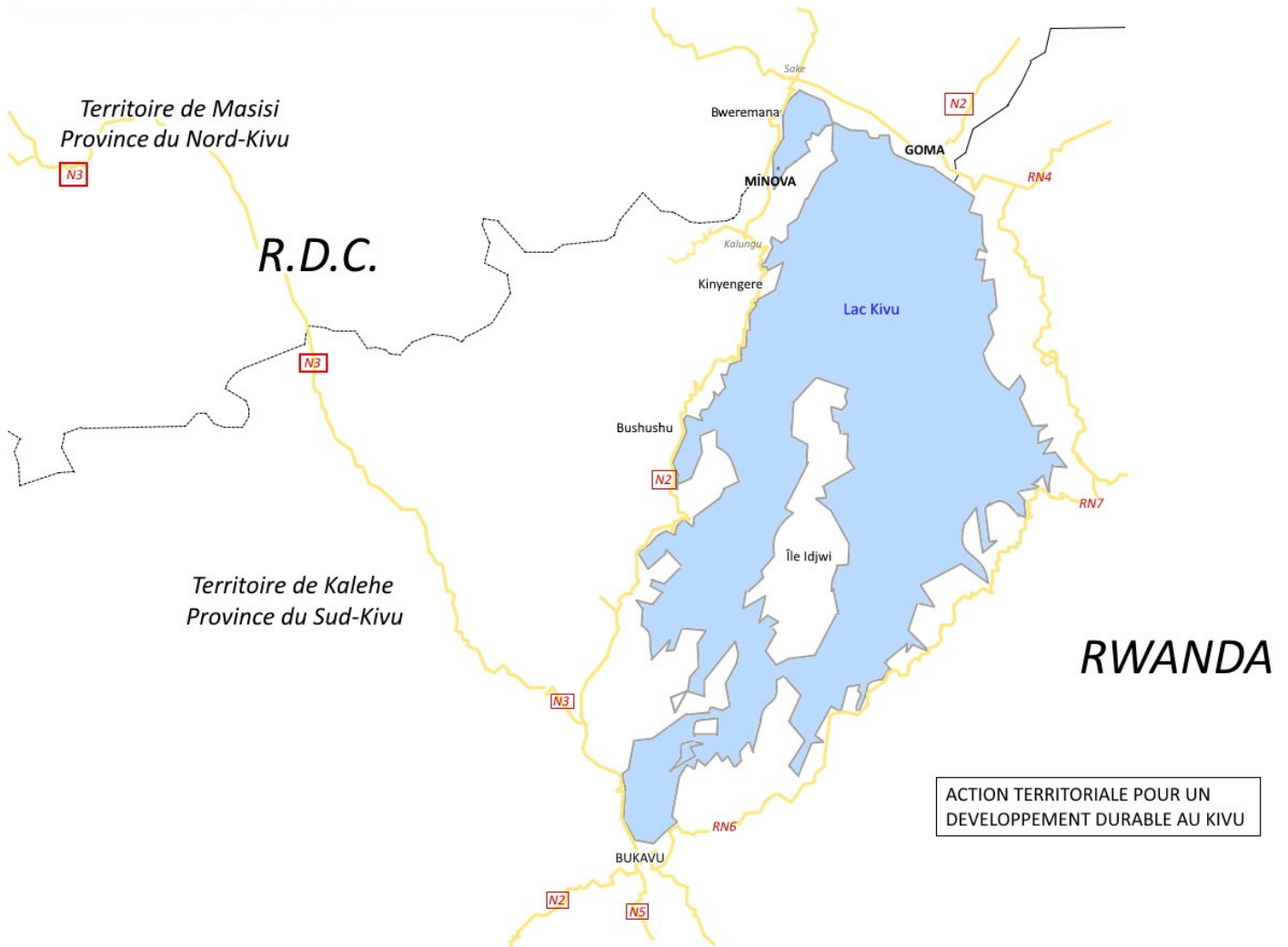
Vous pouvez aussi accompagner très concrètement et à échelle humaine ATEDD-Kivu.

- **Vous êtes un particulier, une famille, nous vous proposons de vous mettre en relation avec une famille du territoire pour échanger avec elle sur la façon dont elle participe au développement de son territoire.**
- **Vous êtes une organisation, nous vous proposons de vous mettre en relation avec une organisation locale.**
- **Vous représentez une collectivité territoriale, nous vous proposons de vous mettre en relation avec une autorité locale.**

Vous pouvez, de votre côté expliquer ce que vous faites. Même moyen de contact : contact@rieh.org.

C'est ainsi que se crée une conscience mondiale capable de peser sur les institutions internationales.

C'est ainsi que vit, avec vous, le RIEH.



Développement & Civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed, aujourd'hui Réseau International pour une Economie Humaine RIEH. Elle est aujourd'hui publiée en trois langues : français, anglais et espagnol.

Directeur de la publication : Dominique Lesaffre - Rédacteur en chef : Michel Tissier - Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Roland Colin, Yves Glorieux, Gilbert Masumbuko, Andrés Lalanne, L.A. Samy, Marie Grippaudo, Isabelle Duquesne.

Création graphique : Marie Grippaudo. La reproduction des textes publiés est autorisée à condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement & Civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Ont collaboré à ce numéro : *Pour l'Europe* : Dominique, Michel, Yves, Marie, Johanna. *Pour l'Amérique Latine* : Oralia - *Pour l'Afrique* : Gilbert, Jean-Louis, Luc, Delphin, John, Désiré, Dieudonné, Willyfred, Amos, Bahati, Jean-Pierre, Euphrasia, Daniel, Héritier, Maurice - *Pour l'Asie* : Samy. Qu'ils en soient ici, remerciés.

**Pour soutenir nos actions : chèque en euros à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed -
Virement bancaire : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTRPPSCE)**